

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES

Présenté par

André MBONGO MPASSI

Pour l'obtention du diplôme de Master 2

En Sciences et Technologies Agronomie et Agroalimentaire
Spécialité : Gestion Environnementale des Ecosystèmes et
Forêts Tropicales

Sujet

**Contribution à l'élaboration d'un référentiel
de contrôle de l'aménagement forestier au
sein du projet CAF au Gabon**



Soutenu publiquement à AgroParisTech Montpellier, le 25 septembre 2014

Membre du jury

Georges SMEKTALA, Enseignant chercheur à AgroParisTech : Tuteur de stage

Nicolas BAYOL, Directeur d'Etudes FRM : Représentant le Maître de stage

Régis PELTIER, Chercheur au CIRAD : Examineur

Jacques PLAN, Délégué FNCOFOR : Examineur

© Photos A. MBONGO MPASSI, 2014

RESUME

L'adoption de la Loi 16/01 et les nombreux textes d'applications y relatifs ont permis au Gabon d'atteindre des superficies aménagées importantes.

Mais, malgré ces efforts, il y a de nombreuses incohérences et dysfonctionnement au niveau administratif et technique ainsi que les forestiers qui ne respectent pas les dispositions règlementaires.

Ce contexte a favorisé, grâce à l'Accord de Conversion de Dettes France-Gabon, la mise en place du Projet Contrôle de l'Aménagement Forestier (CAF).

Ce projet mettra en place un référentiel de contrôle de l'aménagement forestier.

L'objectif principal de cette étude est de contribuer à l'élaboration de ce référentiel.

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude nous a permis de prendre les points de vue des gestionnaires de la forêt sur le champ d'intervention du CAF, les acteurs devant prendre part à l'élaboration du référentiel. Nous avons proposé également les grilles de contrôle des Forêts Communautaires, des CPAET et des CFAD.

Les grilles de CPAET et CFAD ont été testées dans les concessions de FOREEX. Ces tests nous ont permis de proposer des grilles adaptées à la réalité du terrain.

La grille de la forêt communautaire n'a pas été testée et nous recommandons le CAF de le faire.

ABSTRACT

The adoption of the Law 16/1 and the many related texts of application that apply have enabled Gabon to manage substantial areas of land.

But despite these efforts, there are many inconsistencies and administrative and technical malfunctions as well as workers that do not meet the level of regulation required.

Spurred by the France-Gabon Debt Conversion Agreement, the Project 'Control of Urban Forestry' (CAF) has been created and implemented.

This project will establish a control framework for forest management.

The main objective of this study is to contribute to the development of this standard.

The methodology used in this study allowed us to gather the views of forest managers on the action of CAF, they were also required help in the development of the reference document.

We also suggested the control grids of Community Forests, CPAET and CFAD.

These grids of CPAET and CFAD were tested in adjustment to FOREEX. These tests have allowed us to propose grids adapted to the reality of the location.

The gate of the community forest has not been tested and we recommend the CAF to test this.

REMERCIEMENTS

Ce travail est le couronnement de plusieurs mois d'effort sans relâche avec l'appui et le soutiens de plusieurs personnes que je tiens à remercier ici vivement.

Mes remerciements s'adressent prioritairement à mes maîtres de stage, Richard GARRIGUE et David INGUEZA pour leur disponibilité et leurs judicieux conseils qui ont contribué à alimenter ma réflexion ;

Merci à Georges SMEKTALA, Enseignant-chercheur, département d'enseignement et recherche: SESG, pour avoir accepté de m'encadrer pendant ces moments.

Merci à Messieurs Bernard CASSAGNE et Jean-François CHEVALIER de Forêt Ressources Management (FRM) pour avoir permis que ce stage puisse avoir lieu et surtout pour leur appui financier et matériel.

Je remercie tous les professeurs et intervenants pour toute leur attention et encouragement pendant ces deux années de formation.

Merci à Serge Hugues MOUIDY BOUNGUENDZY et Mathias NSOME NGUEMA du Projet CAF, pour leurs conseils.

Merci à toute l'équipe du Projet d'Aménagement des Petits Permis Forestiers Gabonais (PAPFFG) plus particulièrement à Madame Nina Calista SAMAKE Epse KABOUBI WANIYELE pour l'assistance et les conseils.

Merci à Monsieur Jean-Pierre GALLARDO, Directeur Général de la Forestière d'Exploitation et d'Export (FOREEX) pour avoir permis que les grilles de contrôle des CPAET et CFAD soient testées dans son entreprise ; merci à son chef de chantier et son responsable de la cellule aménagement pour nous avoir conduits sur le terrain.

Je remercie toutes les personnes qui par leurs paroles, leurs écrits, leurs conseils et leurs critiques ont guidé mes réflexions et ont accepté à me rencontrer et répondre à mes questions durant mon stage.

Merci à mon amie Cyrille LASSEBI MVOULABELI pour m'avoir conseillé à faire cette formation.

Merci à mes frères Jacques KAMFFOUGA et Serges KABOUBI WANIYELE pour la relecture du document et les conseils.

Je profite de cette occasion pour remercier du plus profond de mon cœur ma famille : ma mère, mes grands frères, mes petites sœurs et frères, mes enfants.

A tous et à chacun merci et merci encore pour tout l'amour manifesté.

SOMMAIRE

Résumé	ii
Abstract.....	ii
REMERCIEMENTS.....	iii
SOMMAIRE.....	iv
1 Introduction.....	1
1.1 Contexte de l'étude	1
1.2 Revue de littérature.....	2
1.2.1 Clarification des termes du titre	2
1.2.2 Historique de l'aménagement des forêts au Gabon.....	5
1.2.3 Rappel des dispositions réglementaires en matière d'aménagement.....	8
1.2.4 Mécanismes de contrôle forestier dans quelques pays du bassin du Congo	9
1.3 Problématique et objectifs de l'étude.....	16
1.3.1 Problématique	16
1.3.2 Objectifs de l'étude.....	19
2. Présentation du pays d'étude et méthodologie.....	20
2.1 Présentation du pays d'étude	20
2.2 Méthodologie	22
2.2.1 Analyse bibliographique	22
2.2.2 Entretiens individuels semi-directifs.....	23
2.2.3 Participation aux réunions de travail.....	27
2.2.4 Missions de terrain	28
2.2.5 Analyse des données.....	31
3 Résultats.....	33
3.1 Résultats des entretiens.....	33
3.1.1 Champ d'intervention du CAF	33
3.1.2 Acteurs devant prendre part à l'élaboration du référentiel	34
3.1.3 Principales idées émises par les personnes interviewées	37
3.1.4 Grille de contrôle d'une Forêt Communautaire	40
3.2 Résultats issus des réunions internes.....	43
3.2.1 Grille de contrôle d'une CPAET	43
3.2.2 Grille de contrôle d'une CFAD.....	49
3.3 Test des grilles de contrôle des CPAET et CFAD.....	55

3.3.1 Test de la partie administrative des grilles.....	55
3.3.2 Test de la partie technique des grilles.....	55
3.3.3 Amendement des grilles.....	61
4 Limites de l'étude et recommandations.....	88
4.1 Limites de l'étude	88
4.2 RECOMMANDATIONS	89
Conclusion	91
Bibliographie	93
Liste des figures.....	97
Liste des graphiques	98
Liste des tableaux	99
Annexes.....	100

1 INTRODUCTION

1.1 CONTEXTE DE L'ETUDE

Le Gabon dispose d'une superficie de 267 667 km² dont 85 % sont couverts de forêt. Le secteur forestier joue un rôle essentiel dans l'économie du Gabon, pays possédant le plus fort taux de superficie forestière par habitant en Afrique. Le secteur occupe le deuxième rang après les ressources minières, dont le pétrole, dans les recettes d'exportations de l'Etat et est le premier employeur privé avec environ 13 000 emplois directs et indirects (AFD, 2013).

Depuis quelques années, on observe un renforcement des exigences internationales en matière de production et d'exportation de bois tropicaux. Le développement de schémas volontaires de certification forestière, la mise en place de l'Accord de Partenariat Economique et Règlement Bois de l'Union Européenne (FLEGT) et du LaceyAct par les instances européennes et américaines encouragent l'amélioration de la gouvernance des forêts en général et tropicales en particulier. Un meilleur suivi et contrôle de la gestion forestière au Gabon doit permettre de répondre à ces exigences internationales et maintenir la crédibilité du Gabon comme grand pays producteur de bois tropicaux.

Ce contexte a favorisé, grâce à l'Accord de Conversion de Dettes France-Gabon, la mise en place du Projet Contrôle de l'Aménagement Forestier (CAF).

Ce projet, décidé lors de la sixième réunion du comité d'orientation stratégique de l'Accord de Conversion de Dettes France-Gabon en 2012, est un projet d'appui au processus du contrôle de l'aménagement forestier au Gabon. Il est placé sous la tutelle du Ministère de la Forêt, de l'Environnement et de la Protection des Ressources Naturelles et a pour objectifs de renforcer les moyens de réalisation du contrôle des plans d'aménagement forestier et de l'exploitation forestière par le Ministère en charge des forêts d'une part et de renforcer les capacités techniques de celui-ci en matière de contrôle de l'aménagement forestier et développer la qualité de ce contrôle d'autre part (AFD, 2013).

Il est structuré autour de six axes :

- La réalisation des investissements d'infrastructures assurant des conditions de vie satisfaisantes pour les agents envoyés en poste hors de Libreville ;
- La dotation en équipements permettant aux agents en poste d'assurer leurs missions ;

- La refonte des textes et règlements portant sur les questions d'aménagement forestier;
- La traduction des textes et bonnes pratiques en référentiels et outils de contrôle ;
- La formation des agents en charge du contrôle ;
- La mise en place d'un dispositif indépendant de vérification du contrôle et de communication des résultats (AFD, 2013).

Orientée sur l'axe concernant la traduction des textes et bonnes pratiques en référentiel et outil de contrôle de l'aménagement forestier, notre étude comporte une partie introductive dans laquelle nous présentons le contexte, le commanditaire, la revue bibliographique ainsi que quelques définitions des termes du titre. Cette même partie, traite en outre, de l'historique de l'aménagement forestier au Gabon, des dispositions réglementaires en matière d'aménagement des forêts ainsi que des mécanismes de contrôle forestier dans quelques pays du bassin du Congo. Elle met également en évidence la problématique de l'étude et les objectifs poursuivis par cette dernière.

La deuxième partie est consacrée à la présentation du pays dans lequel l'étude a été réalisée, l'énonciation de la méthodologie utilisée pour collecter les données et l'analyse de celles-ci.

La troisième partie met en exergue les résultats auxquels l'étude a abouti.

Enfin, la quatrième et dernière partie est réservée aux limites de l'étude et aux recommandations.

1.2 REVUE DE LITTERATURE

1.2.1 CLARIFICATION DES TERMES DU TITRE

Référentiel

Le référentiel est un document de référence regroupant l'ensemble de critères, règles, caractéristiques et directives auxquelles un produit, un processus, un service ou une organisation doit se conformer.

Dans le cas de la certification par exemple, le référentiel de gestion forestière est un document normatif qui spécifie les exigences auxquelles une entreprise de gestion et/ou d'aménagement forestier doit se conformer pour pouvoir obtenir une certification selon le programme de certification de l'organe certificateur (Bureau Veritas, 2009).

Dans le cas du contrôle du plan d'aménagement par l'administration forestière, le référentiel est un document normatif issu des textes réglementaires et règles de bonnes pratiques permettant aux agents de l'administration forestière de vérifier la mise en œuvre des plans d'aménagement (Bureau Veritas, 2009).

Contrôle forestier

L'Observateur Indépendant au Contrôle Forestier et au Suivi des Infractions Forestières au Cameroun définit le contrôle forestier comme une opération qui vise à s'assurer que les gestionnaires des titres d'exploitation forestière attribués de manière régulière par l'Etat appliquent et respectent la législation et la réglementation forestière dans toute la chaîne de réalisation des activités d'aménagement forestier et d'exploitation forestière. Il doit permettre de vérifier la légalité de toutes les opérations d'aménagement forestier, d'exploitation forestière et la régularité du paiement des taxes et redevances forestières. Il décèle et réprime tous les actes d'exploitation frauduleuse et illégale des ressources forestières (Observateur Indépendant et al., 2012).

Selon Fesler, cité par Carl Patenaude-Levaseur, le contrôle effectué par l'administration forestière se concentre sur le respect des procédures et sur le suivi de la performance (Patenaude-Levaseur, 2010). Barette (1992) estime que tout contrôle comporte une comparaison entre ce qui est fait et une norme imposant ce qui doit être fait. Toujours selon le même auteur, le contrôle met en relation un contrôleur qui détermine et impose les standards puis en vérifie l'application par un contrôlé. Les processus de contrôle se définissent notamment par leurs standards, leurs mécanismes de surveillance et par leurs sanctions (Patenaude-Levaseur, 2010).

Le contrôle peut être effectué par les agents de l'administration sur les organisations privées ou encore il peut être interne à l'administration.

Au Gabon, l'article 25 du Code Forestier stipule que « *le contrôle et le suivi de l'exécution des plans d'aménagement et d'industrialisation relève de l'administration des Eaux et Forêts* » ;

Le Guide Technique National d'Aménagement Forestier (GTNAF) précise que le suivi et le contrôle de l'aménagement forestier concernent principalement les étapes suivantes de l'aménagement (ONF International et SOFRECO, 2012) :

- L'attribution du permis forestier à travers le contrôle d'un certain nombre de documents administratifs (Décrets et arrêtés d'attribution, accord du titulaire du permis donné par acte notarié, etc.) par l'administration des Eaux et Forêts ;
- L'exploitation forestière sous Convention Provisoire d'Aménagement – Exploitation – Transformation (CPAET) par des contrôles des points techniques tels que :
 - Le protocole d'inventaire d'aménagement ;
 - Les données d'inventaire d'aménagement ;
 - L'ouverture des assiettes annuelles de coupe (AAC) provisoires ;
 - L'obtention du rapport des études socio-économique ainsi que celui des études sur la faune, etc. ;
- L'élaboration du plan d'aménagement de la Concession Forestière d'Aménagement Durable (CFAD) par des contrôles des points techniques tels que :
 - Le protocole d'inventaire d'aménagement et de la biodiversité et les données y afférentes ;
 - Les calculs des taux de reconstitution ;
 - La fixation du Diamètre Minimum d'Aménagement (DMA) ;
 - Le calcul de la possibilité annuelle ;
 - Le découpage en Unités Forestières de Gestion (UFG) ;
 - L'obtention des rapports des études socio-économique et sur la faune, etc ;
- L'exploitation forestière sous CFAD par des contrôles des points techniques tels que :
 - Le protocole d'inventaire d'exploitation ;
 - Le respect du découpage en série et des limites des AAC dans la série de production ;
 - Le respect des arbres mis en réserve (semenciers, arbres d'avenir etc...) ;
 - Le respect des dispositions en matière de qualité des eaux et de gestion de la faune, etc.

Aménagement forestier

Selon les dispositions de la Loi 16/01 Portant Code Forestier en République Gabonaise en son article 18, l'aménagement des forêts et de la faune sauvage consiste à valoriser et à conserver les écosystèmes forestiers en vue de leur exploitation rationnelle et durable.

Le Plan d'Aménagement est la clef de voûte d'une gestion forestière durable. C'est un outil essentiel de gestion non seulement pour l'exploitation forestière au quotidien, mais aussi

et surtout pour la politique des investissements et la planification générale des entreprises forestières (Cassagne et al., 2007).

L'élaboration du plan d'aménagement forestier s'appuie sur des inventaires d'aménagement, les études socio-économiques (Identification et caractérisation des villages et campements riverains de la concession forestière ; collecte d'information sur les tendances sociales et démographiques ; évaluation des besoins en terres agricoles), les études de faune et de biodiversité (identification de certaines formations végétales, des zones humides, des écosystèmes les plus fragiles et des inventaires partiels de la faune) (MAE et al., 2012).

1.2.2 HISTORIQUE DE L'AMENAGEMENT DES FORETS AU GABON

Sur le plan international, la notion d'aménagement forestier durable faisait déjà partie des préoccupations de certains forestiers depuis bien longtemps, mais ce n'est qu'au Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro en 1992, que la gestion durable des forêts, qui s'inspire du concept de développement durable, a commencé véritablement à prendre du sens (Corbier-Barthaux et al., 2012). Au Gabon, l'aménagement des forêts remonte au milieu du 20^{ème} siècle avec les plans d'aménagement simplifiés institués par le Décret du 20 mai 1945. Ce Décret exigeait qu'une prospection sommaire des forêts soit faite et que la date de mise en exploitation soit fixée en fonction des résultats de cette prospection. En outre, il exigeait qu'un cahier des charges à l'intention de l'exploitant soit établi. Progressivement, ces dispositions sont tombées en désuétude pour cesser totalement d'être appliquées autour des années 70.

Les années 70 ont été marquées par de nombreux projets d'aménagements. Ces projets, réalisés en particulier pour l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), agissant en qualité d'agence d'exécution du Programme des Nations Unies pour le Développement, ont été proposés à l'administration pour exécution. Ils ont fait suite aux vastes travaux d'inventaires forestiers qui ont précédé la mise en chantier du Transgabonais et qui étaient destinés à vérifier si la mise en valeur des zones forestières ainsi rendues accessibles suffisait à en assurer la rentabilité (Drouineau et al., 1999).

Tous ces projets d'aménagement n'ont malheureusement pas été mis en œuvre par l'administration forestière.

Les années 80 sont caractérisées par l'adoption de la Loi 1/82 dite « Loi d'orientation en matière des Eaux et Forêts ». Cette loi, qui définissait un “ domaine forestier ” composé de

forêts domaniales classées et de forêts domaniales protégées, stipulait en son article 14 que “ *les forêts domaniales classées doivent faire l’objet d’un plan d’aménagement* ”.

L’aménagement de ces forêts gérées par l’Etat n’a une fois de plus, malheureusement pas été mis en œuvre.

L’application de cette loi, qui n’a pas été effective sur de nombreux points, s’est heurtée à l’absence des Décrets d’application sensés l’accompagner pour constituer un ensemble complet et cohérent de textes réglementaires. Dans le domaine de l’aménagement des forêts, l’article 14, déjà évoqué ci-dessus, exige que les forêts domaniales classées soient aménagées selon des modalités “ fixées par voie réglementaire ”.

Le nouveau contexte international, favorisant l’aménagement des forêts, a conduit le Gabon, grâce à la présence de nouveaux acteurs sensibles à une gestion des forêts respectueuse de l’environnement, à adhérer à plusieurs engagements internationaux :

- L’Accord International sur les Bois Tropicaux (AIBT) signé en 1983 ;
- L’objectif 2000 de l’OIBT, qui vise à ce que seules les grumes et les produits forestiers issus de forêts aménagées suivant les principes du développement durable soient mis en marché d’ici l’an 2000, entériné en 1990;
- Les objectifs, les recommandations de la Conférence de Rio et les principes émergents de cette conférence concernant le secteur forestier (dont la Convention sur la Biodiversité), entérinés en 1992 (Drouineau et al., 1999).

Ce nouveau contexte a conduit également le Gabon à reformer son cadre juridique en matière de gestion forestière.

Ainsi, la Loi 1/82 du 22 juillet 1982, dite loi d’orientation en matière des Eaux et Forêts a été remplacé par la Loi 16/01 Portant Code Forestier en République Gabonaise le 31 décembre 2001.

A travers cette nouvelle loi, le gouvernement a défini les grandes orientations de la politique forestière dont les grands axes portent sur l’aménagement des forêts, l’industrialisation de la filière bois, la conservation de la biodiversité et l’implication effective des populations locales dans les activités de la filière bois.

L'application de cette politique forestière nécessite de mettre en place des procédés de gestion qui permettront de gérer durablement les massifs forestiers. Cela passe par l'intégration de toutes les concessions forestières dans le processus d'aménagement.

L'un des outils que chaque opérateur détenteur de forêts est tenu de produire est le Plan d'Aménagement de la concession forestière qui lui est attribuée et de le mettre en œuvre.

L'application des dispositions de cette loi et de ses textes d'application ont conduit le Gabon à atteindre une superficie de 8 031 716 ha de CFAD en 2013 contre 3 millions d'ha en 2007 (MEF, 2013). La majorité de ces CFAD appartenaient aux grandes entreprises aux capitaux étrangers.

Ainsi, pour permettre aux nationaux, aux détenteurs de concessions forestières de moins de 50 000 ha et aux Petites et Moyennes Entreprises Forestières (PMEF) ayant des difficultés techniques et financières pour intégrer la dynamique d'aménagement, l'Etat gabonais a mis en place en 2007, grâce à l'appui financier de l'Agence Française de Développement (AFD), du Fonds Français de l'Environnement Mondial (FFEM) et l'appui technique du consortium FRM-CIRAD-TEREA, le Projet d'Aménagement des Petits Permis Forestiers Gabonais (PAPPFG). Ce projet qui prendra fin au quatrième trimestre 2014 a permis :

- L'élaboration de plusieurs outils (dont l'outil d'analyse économique, la base de données cartographique de suivi des aménagements, le logiciel de saisie et d'analyse des données d'inventaire d'aménagement et l'outil de traitement des données d'inventaire d'exploitation) ;
- L'élaboration des supports techniques (guides techniques en matière d'aménagement) ;
- Le renforcement des capacités opérationnelles de l'administration des Eaux et Forêts d'une part et le regroupement, l'aménagement des petits permis forestiers d'autre part (PAPPFG, 2014).

1.2.3 RAPPEL DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES EN MATIERE D'AMENAGEMENT

Au Gabon, l'aménagement des forêts se fait conformément aux dispositions de la Loi 016/01 du 31 décembre 2001 Portant Code Forestier en République Gabonaise et le Décret n° 689/PR/MEFEPEPN du 24 août 2004 définissant les normes techniques d'aménagement et de gestion durable des forêts domaniales productives enregistrées. Ce Décret, divisé en cinq chapitres, traite :

- Des inventaires forestiers ;
- De la cartographie forestière ;
- Du plan d'aménagement des forêts ;
- De la mise œuvre de l'aménagement (Plan de Gestion, Plan Annuel d'Opérations) et des dispositions diverses.

Ce Décret a été complété par le Guide Technique National d'Aménagement Forestier (GTNAF). Ce guide, produit par l'administration des Eaux et Forêts en collaboration avec tous les acteurs du secteur forêt/bois, fixe les principales directives d'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'aménagement dans les forêts domaniales de productions. Il détaille les normes techniques nationales de préparation, d'élaboration et d'application du plan d'aménagement (Ministère des Eaux et Forêts, 2013).

Les dispositions réglementaires contenues dans ce guide s'appliquent aussi bien aux détenteurs des petites concessions qu'à ceux ayant des grandes concessions.

Ces derniers, bénéficiaires des concessions dont la superficie est comprise entre 50 000 ha et 200 000 ha, signent avec l'Etat une Convention Provisoire d'Aménagement, d'Exploitation et de Transformation (CPAET) leur laissant une période transitoire de trois ans pour réaliser toutes les études préalables (inventaires d'aménagement, études de biodiversité et faune, étude socio-économique). L'ensemble de ces études est conditionné par la rédaction de plusieurs documents techniques dont un rapport d'inventaires d'aménagement, un rapport d'étude de biodiversité et de faune et un rapport d'étude socio-économique.

Toutes les informations issues de ces rapports sont compilées dans un plan d'aménagement qui est soumis à l'administration forestière ; la validation dudit plan par l'administration donne droit à une convention définitive appelée Concession Forestière sous Aménagement Durable (CFAD).

1.2.4 MECANISMES DE CONTROLE FORESTIER DANS QUELQUES PAYS DU BASSIN DU CONGO

▪ République Démocratique du Congo (RDC)

Selon le rapport « *éléments proposés pour un manuel de procédures du contrôle forestier* » publié en novembre 2011 par l'Observation Indépendante de la mise en Application de la loi forestière et de la gouvernance (OI-FLEG) de la RDC, avec l'assistance technique de Forests Monitor, Ressource Extraction Monitoring (REM) et du Cercle d'Appui à la Gestion Durable des Forêts (CAGDF), il y a trois types de contrôle en matière d'exploitation forestière en RDC (REM, 2011) :

- Le contrôle de routine avec pour objectifs la vérification quotidienne des activités de l'exploitation forestière et la détection à temps des irrégularités dans les activités d'exploitation forestière ;
- Le contrôle planifié avec pour objectifs l'inspections des services de contrôle et des chantiers d'exploitation forestière, l'évaluation du niveau et les résultats de contrôle des services provinciaux de contrôle et l'appréciation du degré de mise en application des lois par les exploitants forestiers ;
- Le contrôle spécial avec pour objectifs la vérification d'une plainte, d'une dénonciation ou d'une information et l'enquête sur un problème précis à un endroit précis.

Le contrôle se fait à différents niveaux : dans les chantiers d'exploitation y compris les parcs à bois, sur le long du circuit d'évacuation y compris les points de sortie pour exportation et dans les usines de transformation du bois.

Dans les chantiers d'exploitation, les agents chargés d'effectuer le contrôle vérifient de manière générale l'application des pratiques de gestion durable des forêts et le respect de la réglementation relative à l'exploitation forestière en vigueur. De manière spécifique ils vérifient :

- Le plan quinquennal des opérations / plan de gestion ;
- Le Plan Annuel des Opérations : Pour chaque assiette de coupe, le plan annuel doit être contrôlé. La conformité du plan avec le canevas repris dans le guide opérationnel doit être contrôlée, de même, l'agent contrôleur doit s'assurer que le plan mentionne les superficies à exploiter, le nombre d'arbres et leur volume par essence, conformément à l'inventaire d'exploitation. A ce niveau c'est surtout le respect des indications de ce plan qui est audité ;
 - La carte d'exploitation : La carte d'exploitation doit refléter l'évolution des abattages dans les différents blocs de l'assiette de coupe en cours d'exploitation ;
 - La carte de l'assiette de coupe : Le contrôleur doit vérifier la conformité du positionnement de l'assiette de coupe de la carte par rapport aux positions prédéfinies dans le plan de gestion, et avec les limites telles que matérialisées sur le terrain ;
 - La carte de la concession : On vérifiera que cette carte est conforme à celle de la concession figurant dans le contrat de concession ou le dossier d'attribution ;
 - Le Carnet de chantier : Le contrôleur vérifie que le carnet est rempli journalièrement (dans les 24 heures maximum après abattage), qu'il est conforme au modèle réglementaire, et qu'il contient toutes les informations ;
 - La conformité entre le volume par essence issu de l'inventaire d'exploitation, celui exploité et déclaré par l'exploitant forestier et le volume résiduel lors de la fermeture de l'AAC ;
 - Les limites du titre matérialisées sur le terrain selon la carte officielle : Pour réaliser cette vérification, le contrôleur repère le point de départ du layon d'accès et effectue le contrôle en remontant ledit layon afin de se rassurer que toutes les limites décrites sur la carte ont été matérialisées (SPIAF, 2007).
 - L'exploitation à l'intérieure des limites officielles : Le contrôleur doit, pour vérifier que l'exploitation se fait uniquement à l'intérieure des limites, relever des points GPS au niveau des souches d'arbres abattues, des pistes de débardage se trouvant à la limite de l'assiette de coupe en cours d'exploitation telle que matérialisée sur le terrain et les positionne sur la carte officielle du permis ;
 - La non-exploitation des espèces interdites: A l'aide de la liste des espèces interdites d'exploitation, le contrôleur vérifie les types d'essences déclarés dans le carnet de chantier ainsi que les essences des billes et souches sur le chantier. Toute


essence figurant dans la liste et se retrouvant dans le carnet de chantier sera déclarée comme étant exploitée illégalement ;


- Le respect du diamètre minimum d'exploitabilité: Le contrôleur vérifiera que les diamètres, sont conformes à ceux de la liste de diamètres d'exploitabilité par essence ;


- La conformité du marquage des billes et des souches : La conformité du marquage est vérifiée par l'observation des caractéristiques des marques (embossage, peinture selon le type d'exploitation) et des mentions portées sur les billes selon les prescriptions légales ;


- La conformité du volume des grumes et des billes enregistrées : Des échantillons de grumes trouvés dans le chantier doivent être mesurés et leur volume calculé selon la formule arrêtée par l'administration. Le résultat doit ensuite être confronté avec les déclarations du carnet de chantier ;


- Le respect des normes environnementales: Le contrôleur forestier dans un chantier d'exploitation prend le temps de vérifier que les pratiques mises en œuvre par l'exploitant permettent de maintenir la capacité productive de la forêt ainsi que ses fonctions écologiques et socio-économiques. Pour se faire, il doit vérifier :

-  Que l'inventaire d'exploitation est conforme aux normes indiquées dans le guide pourvu par l'administration forestière. Les résultats relatifs à l'estimation quantitative et qualitative des effectifs et volumes disponibles par essence à exploiter, la localisation des arbres à exploiter et ceux à protéger (carte de prospection), la planification et l'optimisation de la gestion de l'exploitation et la planification de l'implantation du réseau routier principal doivent être pris en compte dans le contrôle ;

-  La conformité de la classification des arbres à protéger (tige d'avenir, arbres patrimoniaux, semenciers) est conforme;

-  L'efficacité et la viabilité du tracé du réseau routier (principal et secondaire) et l'implantation des parcs à grumes en termes de réduction d'impact sur l'environnement ;

-  La pratique de la technique de l'abattage contrôlé (pas de coupe rase, pas d'abattage simultané...)

-  La conformité de la technique d'étêtage et d'éculage ;

- ✚ La conformité de la technique de débusquage et de débardage ;
- ✚ La conformité du tronçonnage, du marquage, et du traitement des bois ;
- ✚ Les dispositions de préservation de la faune (respect des zones de protection et de conservation, élaboration du règlement intérieur, politique de fourniture des protéines animales autre que provenant de la viande de brousse aux travailleurs...)
- ✚ Les opérations post exploitation (dégagement des voies, réhabilitation des pistes de débardage...).

- Le respect de la réglementation sur les déchets : cette réglementation découle des normes d'Exploitation Forestière à Impact Réduit (EFIR). Le contrôleur pourra donc examiner la conformité de la récupération, du stockage, de la destruction ou l'évacuation des déchets issus des opérations d'exploitation et particulièrement la récupération de l'huile de vidange ou gasoil impropre à la consommation (DIAF, 2009).

La RDC s'appuie sur la Loi 011/2002 du 29 août 2002 Portant Code Forestier, ses Décrets d'application, ainsi que les guides opérationnels pour gérer son massif forestier.

▪ Cameroun

Au Cameroun par contre, la gestion durable est régie par la Loi 94/01 du 20 Janvier 1994 portant régime des Forêts et de la Faune, le Décret 95/531/PM du 23 août 1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts, la Décision 135/B/MINEF/CAB du 26 novembre 1999 fixant les procédures de classement des forêts du domaine forestier permanent, la Décision N° 0108/D/MINEF/CAB du 9 Février 1998 portant application des normes d'intervention en milieu forestier en République du Cameroun et l'Arrêté n° 0222/A/MINEF/ 25 mai 2001. Il y a également les documents techniques comme les procédures d'élaboration, d'approbation, de suivi et de contrôle de la mise en œuvre, des plans d'aménagement des forêts de production du domaine forestier permanent et le manuel des procédures d'attribution et des normes de gestion des Forêts Communautaires.

Le Ministère de la Forêt et de la Faune de la République du Cameroun avec l'appui du projet Observateur Indépendant au Contrôle Forestier et au Suivi des Infractions Forestières au Cameroun a élaboré le Guide du Contrôleur Forestier adapté à la Stratégie Nationale des Contrôles forestier et faunique et aux exigences des grilles de légalité de l'APV-FLEGT en 2012.

Ce document présente les types et les étapes du contrôle forestier, ainsi que toutes les exigences légales dont l'application et le respect doivent être contrôlés dans toutes les activités forestières au Cameroun, les infractions prévues et les sanctions y afférentes.

Au sujet des types de missions, la stratégie nationale de contrôle forestier et faunique établit trois types de contrôles : les contrôles programmés, les contrôles de routine et les contrôles spéciaux. Les contrôles programmés sont effectués en début d'exercice sur la base d'un plan annuel élaboré par les structures en charge du contrôle au niveau national et régional et approuvés par le Ministre des Forêts et de la Faune (MINFOF). Les contrôles de routine sont effectués au quotidien par les structures territorialement compétentes (au niveau des postes fixes et mobiles, check-points, entrée usine, postes frontaliers, services compétents). Ils consistent à la vérification des documents prescrits par le MINFOF aux usagers du secteur forestier. Enfin, les contrôles spéciaux sont des contrôles inopinés instruits par la hiérarchie à la suite d'une dénonciation ou d'une information.

En ce qui concerne les étapes, le guide précise que le contrôle forestier se réalise en quatre (04) principales étapes à savoir la préparation de la mission, la réalisation de la mission de contrôle, l'élaboration du rapport et le suivi de l'exploitation du rapport de mission (Observateur Indépendant et al., 2012).

Ce guide du contrôleur forestier traite de :

- Contrôle dans les chantiers d'exploitation forestière (régularité du titre, identification de l'exploitant forestier ou de son sous-traitant attitré, respect des limites du titre, exécution des clauses du cahier des charges à savoir les engagements fiscaux au profit de l'Etat et des collectivités locales et la contribution à la réalisation des œuvres sociales, respect des normes d'inventaires forestiers, respect des prescriptions d'aménagement, respect des normes techniques d'exploitation, respect des obligations fiscales, volume des essences abattues et leurs spécifications) ;
- Contrôle dans les parcs à bois (respect des DME, identification des espèces, origine et destination des produits ; effectivité des marquages réglementaires, conformité des documents d'exploitation ; respect des dispositions relatives et réglementaires relatives à la transformation locale du bois) ;
- Contrôle le long des parcours d'évacuation (Régularité des lettres de voiture et certificat d'origine signé par les autorités compétentes ; effectivité des marquages des

billes ; conformité des données inscrites sur les documents avec les produits transportés ; respect des normes de transport et de sécurité ; destination des Produits) ;

- Contrôle dans les unités de transformation (Régularité de l'unité de transformation ; tenue des carnets d'entrée usine et carnets de sortie paraphés ; bordereaux et lettres de voitures ; respect des normes en vigueur ; destination des produits ; équipements d'exploitation ; volumes transformés ; qualité des produits utilisés pour les traitements ; gestion des déchets issus de la transformation du bois) ;

- Contrôle dans les ports, aéroports et gares-ferroviaires (Autorisation d'exportation signée par le Ministre ; respect de l'interdiction d'exportation de bois en grume ; respect des quotas d'exportation autorisés par essence ; bulletin de spécification ; effectivité du marquage des billes ; conformité des déclarations portées sur les spécifications ; respect des interdictions CITES ; contrôle de marquage des débités) ;

- Contrôle au niveau des postes frontaliers (Destination des produits ; marquages réglementaires ; conformité des données inscrites sur les documents avec les produits transportés ; certificats d'origine) ;

- Contrôle des produits spéciaux (Régularité du titre ; destination des produits ; conformité des données inscrites sur les documents avec les produits transportés ; certificats d'origine) ;

- Contrôle dans les forêts communautaires (Identification de la communauté exploitante ; identifiant du sous-traitant ; les activités de la forêt communautaire ne font pas l'objet d'une violation de la loi ou du non-respect des clauses particulières de la convention constatée par les administrations en charge des forêts et/ou de la faune ; régularité du titre ; respect des normes techniques d'exploitation ; respect du volume des essences abattues et de leur spécification).

▪ **Gabon**

Au Gabon, Eurocertifor, département de Bureau Veritas Certification France spécialisé dans la filière forêt-bois a développé un référentiel de gestion forestière adapté pour le Gabon en juillet 2009. Ce document est issu des dix Principes et Critères de bonne gestion forestière définis par le FSC (Forest Stewardship Council) et adapté au contexte forestier gabonais (Bureau Veritas, 2009).

Il spécifie les exigences auxquelles une entreprise de gestion/d'aménagement forestier au Gabon doit se conformer pour pouvoir obtenir une certification selon le système de certification FSC de Bureau Veritas Certification –Eurocertifor et comprend :

- Les méthodes d'évaluation de la conformité avec les exigences du référentiel, au niveau de l'unité de gestion / d'aménagement forestier ou du groupe de propriétés forestières gérées selon les mêmes principes ;
- La liste des textes législatifs et administratifs qui s'appliquent, au Gabon, à l'aménagement, la gestion durable et l'exploitation forestière ;
- La liste des organismes ou groupements chargés de développer une « norme de gestion forestière nationale ».

Bien que le contrôle effectué par l'administration forestière diffère du contrôle effectué par des auditeurs indépendants dans le cadre de la certification, ces deux types de contrôle présentent tout de même des similitudes telles que :

- L'usage des documents de gestion de l'entreprise (plan d'aménagement, plan de gestion et plan annuel d'opérations) pour vérifier la mise en œuvre de l'aménagement forestier ;
- La vérification de conformité réglementaire auprès des bénéficiaires ;
- L'évaluation de l'impact au niveau environnemental et social ;
- L'utilisation de l'Unité Forestière d'Aménagement (UFA) comme lieu de contrôle.

Dans le cadre du projet régional OAB–OIBT “*Promotion de l'Aménagement durable des Forêts africaines PD 124/01/Rev.2 (M)*”, le Ministère de l'Economie Forestière, des Eaux, de la Pêche, de l'Environnement chargé de la Protection de la Nature a publié les “*Principes Critères Indicateurs de gestion durable des forêts gabonaises*” en juillet 2004. Ce document composé de 4 principes, 20 critères, 87 indicateurs et 308 sous-indicateurs est une harmonisation des “*Principes, Critères et Indicateurs de l'OAB-OIBT de gestion forestière durable des forêts tropicales naturelles d'Afrique*” ; il a été élaboré par le Groupe National de Travail sur la Gestion Durable des Forêts et la Certification Forestière (GNT-Gabon) en collaboration avec la Direction des Inventaires, des Aménagements et de la Régénération des Forêts (DIARF) et la Direction Générale des Eaux et Forêts (DGEF).

Ces PCI, outil de l'aménagement durable des forêts au Gabon, sont utilisés à des multiples fins notamment le contrôle de la légalité de l'exploitation forestière, la production, le suivi et l'évaluation des plans d'aménagement, la définition des normes de certification, l'élaboration de manuels d'audit, la réalisation d'audits forestiers (GNT-Gabon et al., 2004).

Les 4 principes retenus par le GNT-Gabon sont :

- « *L'utilisation durable de la forêt et le maintien de ses multiples fonctions font l'objet d'une haute priorité politique* » ;
- « *L'unité de gestion forestière, quelle que soit sa vocation, est gérée durablement en vue de la fourniture de biens et services* » ;
- « *Les principales fonctions écologiques de la forêt sont maintenues* » ;
- « *Selon l'importance et l'intensité de ses opérations forestières, le gestionnaire de l'unité de gestion forestière doit contribuer à l'amélioration du bien-être économique et social des travailleurs présents sur l'unité de gestion et des populations locales* ».

1.3 PROBLEMATIQUE ET OBJECTIFS DE L'ETUDE

1.3.1 PROBLEMATIQUE

Le Gabon s'est résolument engagé dans la gestion durable de la forêt en adoptant la Loi 16/01 Portant Code Forestier en République Gabonaise en 2001. Cette nouvelle loi, qui remplace la Loi 1/82 dite Loi d'orientation en matière des Eaux et Forêts, est essentiellement axée sur l'aménagement forestier durable, l'industrialisation de la filière forêt-bois, la protection et la conservation de la biodiversité et l'implication des Nationaux dans la gestion des ressources forestières (République Gabonaise, 2001).

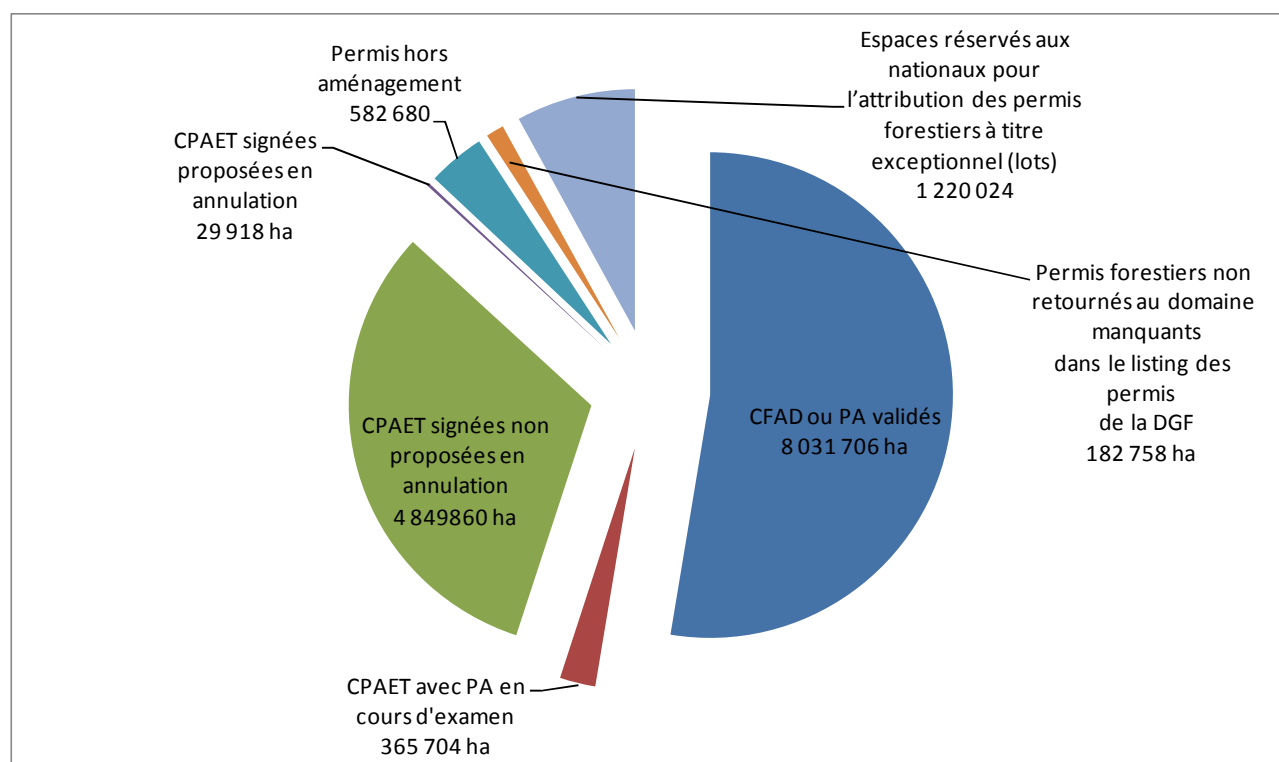
Elle prévoit la répartition du domaine forestier en deux, à savoir le domaine forestier permanent de l'Etat et le domaine forestier rural. Les forêts du domaine forestier permanent de l'Etat sont affectées à la production de bois d'œuvre et à la conservation de la biodiversité. Le domaine forestier rural est constitué de terres et forêts dont la jouissance est réservée aux populations villageoises (Corbier-Barthaux et al., 2012).

La forêt représente 22 millions d'hectares (ha) répartis comme suit : 14,5 millions d'ha pour les forêts domaniales productives enregistrées, 4 millions d'ha pour les forêts domaniales classées (parcs et réserves) et 3,5 millions d'ha pour le domaine forestier rural incluant les permis de gré à gré et les forêts communautaires (Koumba Zaou, 2013).

Le gouvernement prévoit d'aménager 12,5 millions d'ha dont 8,5 millions d'ha comme forêt de production et 4 millions d'ha comme forêt protégée (Corbier-Barthaux et al., 2012).

Le graphique 1 présenté dans la page suivante donne la situation de l'aménagement forestier au Gabon en septembre 2013.

Il montre qu'il y avait 8 031 706 ha de CFAD ou Plans d'Aménagement validés, 4 849 860 ha de CPAET signées non proposées en annulation, 29 918 ha de CPAET signées proposées en annulation, 365 704 ha de CPAET avec Plan d'Aménagement en cours d'examen et 582 680 ha de permis forestiers hors aménagement (MEF, 2013).



Graphique 1: Situation de l'aménagement forestier en septembre 2013 au Gabon (source : DGF, 2013)

Au regard de ces chiffres, on pourra affirmer qu'il y a eu des avancées significatives en matière de gestion durable des forêts à travers l'adoption des textes de loi, l'élaboration et la

publication des normes et manuels techniques en matière d'aménagement. Mais, malgré ces efforts, il existe encore des exploitants forestiers qui font fi des dispositions réglementaires et d'autres, titulaires des concessions forestières, qui considèrent le plan d'aménagement validé par l'administration forestière comme un simple document leur permettant d'exercer leurs activités.

Au niveau administratif et technique, on relève également des nombreuses incohérences et dysfonctionnements (les doublons, les rajouts ou le retrait d'un permis dans une CFAD ou CPAET sans informer l'administration, l'intégration dans une CFAD d'une zone libre ou d'un permis retourné au domaine, des erreurs de saisie qui peuvent subvenir pendant la transcription des définitions des limites d'un permis dans le texte d'attribution, les chevauchements entre permis, les différences importantes entre les bases de données de la DGF, de la DGI et celles des opérateurs, l'incohérence des définitions des limites de permis et l'inexactitude du calcul de surface). Ces anomalies ont été identifiées par le service de la géomatique du Ministère en charge de la forêt, le service cartographique du PAPPFG et le World Resource Institut (WRI) lors de l'harmonisation des données cartographiques initiée par la Direction Générale des Forêts et celle des Impôts en 2011 (PAPPFG, 2011).

Ainsi, afin de s'assurer que les opérateurs économiques ayant aménagé leurs concessions forestières, respectent leurs engagements vis-à-vis de l'Etat et éviter des incohérences administratives et techniques dans le processus d'aménagement forestier, il est important que l'autorité de contrôle (administration forestière) joue véritablement son rôle par le suivi, contrôle et évaluation de la mise en œuvre des plans d'aménagement.

Suite à ce qui précède, la question que nous nous posons est celle de savoir quel outil le projet CAF utilisera-t-il pour s'assurer que sur le terrain, les engagements pris par les forestiers dans les plans d'aménagements déposés au Ministère de la Forêt, de l'Environnement et de la Protection des Ressources Naturelles sont effectivement tenus ? Autrement dit, quel outil lui permettra d'assurer l'effectivité du respect des dispositions réglementaires de l'attribution d'une concession à la mise en œuvre d'un plan d'aménagement forestier ?

1.3.2 OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'objectif principal de cette étude est de contribuer à l'élaboration d'un référentiel de contrôle de l'aménagement forestier.

Elle vise également les trois objectifs spécifiques suivants:

- Identifier et définir les objectifs poursuivis par les mécanismes de contrôle des aménagements dans le Bassin du Congo;
- Identifier les partenaires qui seront associés à l'élaboration de ce référentiel ;
- Proposer les grilles de contrôle des CPAET, des CFAD et des Forêts Communautaires.

2. PRESENTATION DU PAYS D'ETUDE ET METHODOLOGIE

2.1 PRESENTATION DU PAYS D'ETUDE

L'étude s'est déroulée à Libreville au Gabon.

La figure 1 ci-dessous présente la localisation du Gabon.



(Source : CAF, 2014)

Figure 1 : Localisation du Gabon.

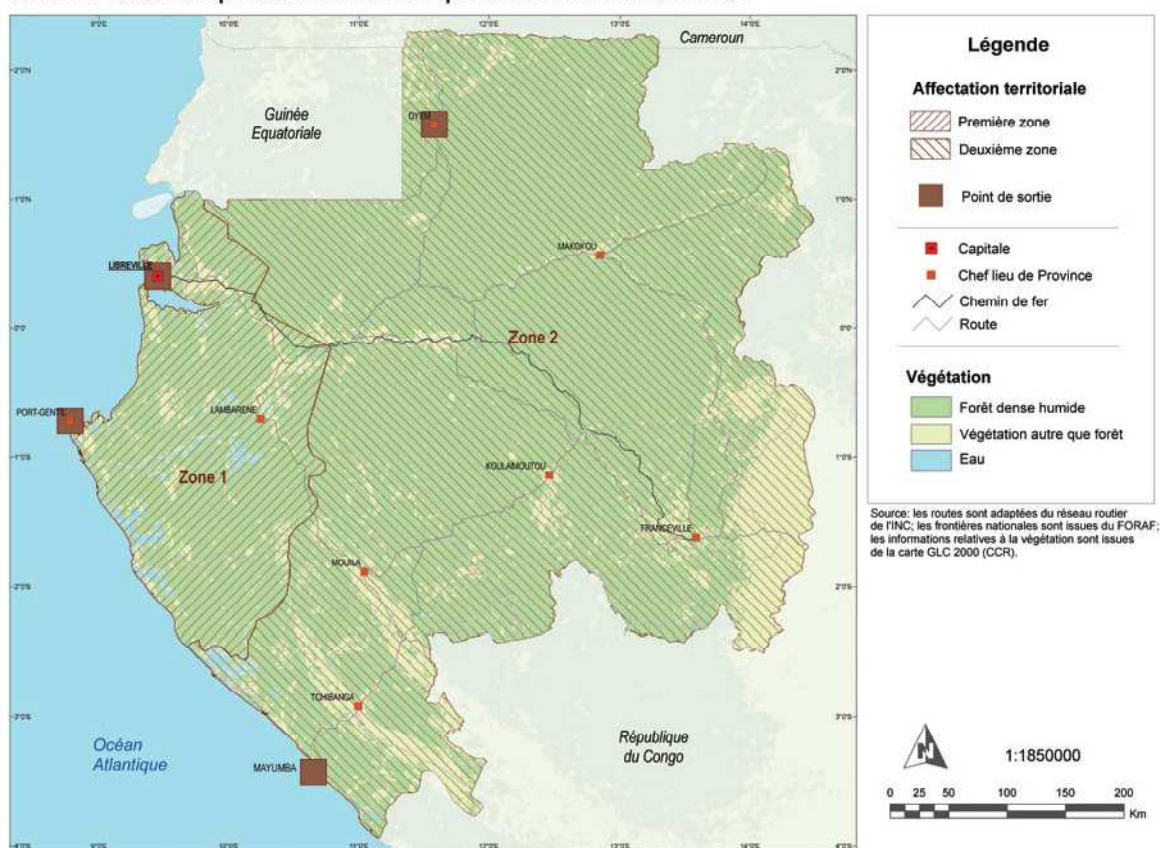
Le Gabon est situé de part et d'autre de l'équateur, sur la côte ouest de l'Afrique centrale entre les latitudes 3°55'S et 2°30'N et les longitudes 8°E et 15°E. Il est subdivisé en neuf provinces ou régions.

Avec une superficie terrestre de 26,7 millions d'hectares, il se présente comme un pays moins densément peuplé d'Afrique centrale avec 1,7 millions d'habitants, soit une densité moyenne de 5,7 habitants au km². Sa population est essentiellement urbaine à hauteur de 73 %, avec plus de 50 % d'habitants vivant à Libreville la capitale (Makak et Mertens, 2007).

Il a pour pays frontaliers, le Cameroun au Nord, le Congo au Sud et à l'Est, et la Guinée Equatoriale à l'Ouest. Il possède une façade atlantique longue d'environ 800 km de côtes. Le climat est de type tropical humide avec 2897 mm de pluie par an, dont la moyenne thermique annuelle est de 25,9°C à Libreville particulièrement. Sur l'ensemble du pays, il y a opposition entre une saison sèche qui s'étale seulement sur trois mois (juin, juillet et août), et une longue saison humide de neuf mois environ.

Le Gabon est subdivisé en deux principales zones forestières d'un point de vue de la conduite des activités d'exploitation forestière (figure 2 ci-dessous).

CARTE 1 Zones d'exploitation forestières et points de sortie des flux de bois



Source : Atlas forestier interactif du Gabon, 2007

Figure 2 : Zones d'exploitation forestières et points de sortie des flux de bois.

La première zone dite « zone à vocation forestière », concentre plus de 30 % du patrimoine forestier. Il s'agit d'une zone d'accès facile, ayant déjà fait l'objet de plusieurs passages en termes d'exploitation forestière. Cette zone correspond au Gabon utile, car elle favorise l'activité économique et développe un réseau de communication, en même temps qu'elle crée des emplois.

Elle abrite plus de 50 % de la population gabonaise et subit une forte pression. C'est une zone soumise à l'influence de la mer et fortement arrosée. Elle concentre abondamment l'Okoumé (*Aucoumea klaineana*), essence phare et presque endémique du Gabon. Elle est à la fois homogène sur le plan de l'altitude et de la végétation, très riche dans la diversité de ses habitats naturels. Six grands types forestiers sont observables : les forêts exondées, marécageuses, inondées périodiquement, inondées en permanence, savanes et des îlots de mangroves.

La deuxième zone forestière quant à elle, comprend 70 % du patrimoine forestier restant. Elle possède des habitats naturels moins diversifiés, des types forestiers qui se répartissent le gradient altitudinal (bas-fonds, vallées, basse altitude, moyenne altitude, forte altitude, plateaux). Quatre sites (Libreville, Port-Gentil, Mayumba, Oyem) concentrent la totalité des flux de bois en direction de l'international (Makak et Mertens, 2007).

2.2 METHODOLOGIE

A l'absence de l'assistant technique sensé conduire le processus d'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier, nous avons retenu l'analyse bibliographique, les entretiens auprès des acteurs de la gestion forestière, les réunions de travail interne et les missions de terrain comme méthodologie pour la réalisation de ce mémoire.

2.2.1 ANALYSE BIBLIOGRAPHIQUE

Nous avons utilisé la recherche documentaire comme outil de collecte de données tout au long de l'étude. Notre recherche s'est focalisée d'une part sur les documents rendus publics par le Ministère de la Forêt, de l'Environnement et de la Protection des Ressources Naturelles en matière de gestion durable des forêts dont les lois, les Décrets, les arrêtés, les ordonnances

et les guides et d'autre part sur les documents ayant trait au contrôle de l'aménagement forestier dans les pays du bassin du Congo.

2.2.2 ENTRETIENS INDIVIDUELS SEMI-DIRECTIFS

L'entretien semi-directif est une méthode qualitative basée sur la réalisation d'entretiens individuels ou collectifs durant lesquels l'animateur aborde les thèmes qui l'intéressent sans pour autant pratiquer un questionnement précis (Combessie, 2007).

Cette méthode qualitative a permis, contrairement au questionnaire, de recueillir le point de vue des différents acteurs sur :

- Le champ d'intervention du CAF ;
- Les partenaires associés à l'élaboration du référentiel ;
- Le domaine d'application du référentiel ;
- La fréquence de contrôle.

Echantillonnage

Le choix des personnes ressources et des acteurs a été fait en fonction de leur rôle et de leur place dans le processus de gestion des forêts au plan national.

Ce choix s'est opéré auprès des acteurs suivants :

- Les acteurs politiques : responsables de l'élaboration et de la mise en application des politiques forestières ;
- Les acteurs de la gestion c'est-à-dire ceux ayant un intérêt direct dans la gestion des ressources forestières (administration des Eaux et forêts et de l'environnement, administration des parcs nationaux, les exploitants forestiers industriels, les populations locales, les syndicats des forestiers) ;
- Les acteurs de l'appui conseil c'est-à-dire ceux ayant des connaissances techniques, scientifiques et pratiques importantes pour la conservation et l'exploitation durable des forêts (les bureaux d'études, certaines organisations internationales tel que la FAO et certaines ONG notamment le WWF et WCS) ;
- Les acteurs de la recherche (CENAREST).

Compte tenu du temps imparti et afin d'éviter que les résultats soient biaisés par les réponses des multiples acteurs aux intérêts divergents, nous avons circonscrit leur nombre et avons réalisé les enquêtes auprès des acteurs et personnes ressources regroupés dans le tableau 1 de la page suivante.

Pour les exploitants forestiers industriels, nous nous sommes intéressés aux Secrétaires Généraux des syndicats, c'est-à-dire le Secrétaire Générale de l'Union des Forestiers Industriels du Gabon et Aménagistes (UFIGA) pour les exploitants européens engagés dans l'aménagement forestier, le Secrétaire Général du Syndicat des Industriels et Aménagistes Gabonais (SIAG) pour les exploitants gabonais engagés dans le processus d'aménagement forestier et le Secrétaire Général de l'Union Forestière et Industrielle Asiatique du Gabon (UFIAG) pour les exploitants asiatiques engagés dans le processus d'aménagement forestier.

Pour l'administration forestière, les ONG et les bureaux d'études, nous nous sommes intéressés aux Directeurs.

Ces choix se justifiaient par le fait que ces personnes représentaient une corporation et qu'elles traitaient au quotidien les questions liées à la gestion forestière.

Tableau 1 : Acteurs et personnes interviewées

Acteurs de la gestion			Acteurs de l'appui conseil	
Administration forestière	Agence Nationale des Parcs Nationaux	Exploitants forestiers et/ou Syndicats des forestiers	ONG	Bureaux d'Etudes
Le Directeur Général des Forêts	Le Directeur Technique de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux	Le Secrétaire Général de l'UFIGA	Le Coordonnateur du Projet DACEFI (WWF)	Le Directeur de Forêt de TEREA
Le Directeur Général Adjoint 2 de la Direction Générale des Industries, du Commerce du Bois et de la Valorisation des Produits Forestiers		Le Secrétaire Général de l'UFIAG	Le Responsable du WWF Gabon	
Le Directeur des Forêts Communautaires		Le Secrétaire Général du SIAG	Le Responsable du WCS Gabon	
			L'Assistant Juridique de Conservation et Justice	

Elaboration du Guide d'entretien

Le guide d'entretien est un outil technique conçu pour des thématiques larges et ouvertes permettant à l'interviewé d'être à l'aise dans son discours et d'approfondir les informations à travers les relances que fait l'enquêteur sans pour autant l'influencer.

Dans le cas de notre étude, nous avons élaboré trois guides d'entretiens qui se repartissent comme suit :

- Un pour les exploitants forestiers et/ou syndicats des forestiers (annexe 1) ;
- Un pour l'administration forestière (annexe 2) ;
- Un pour les ONG et les bureaux d'études.

Dans ces trois documents, on retrouve les thématiques citées plus haut (champ d'intervention du CAF, domaines d'application du référentiel, acteurs devant prendre part à l'élaboration du référentiel et fréquence de contrôle).

Enquête

Il s'agissait de prendre les points de vue de 12 personnes interviewées par rapport aux acteurs qui participeront à l'élaboration du référentiel.

Au cours de ces différents entretiens, nous nous sommes servis des guides préalablement élaborés pour proposer aux interviewés les acteurs ci-après :

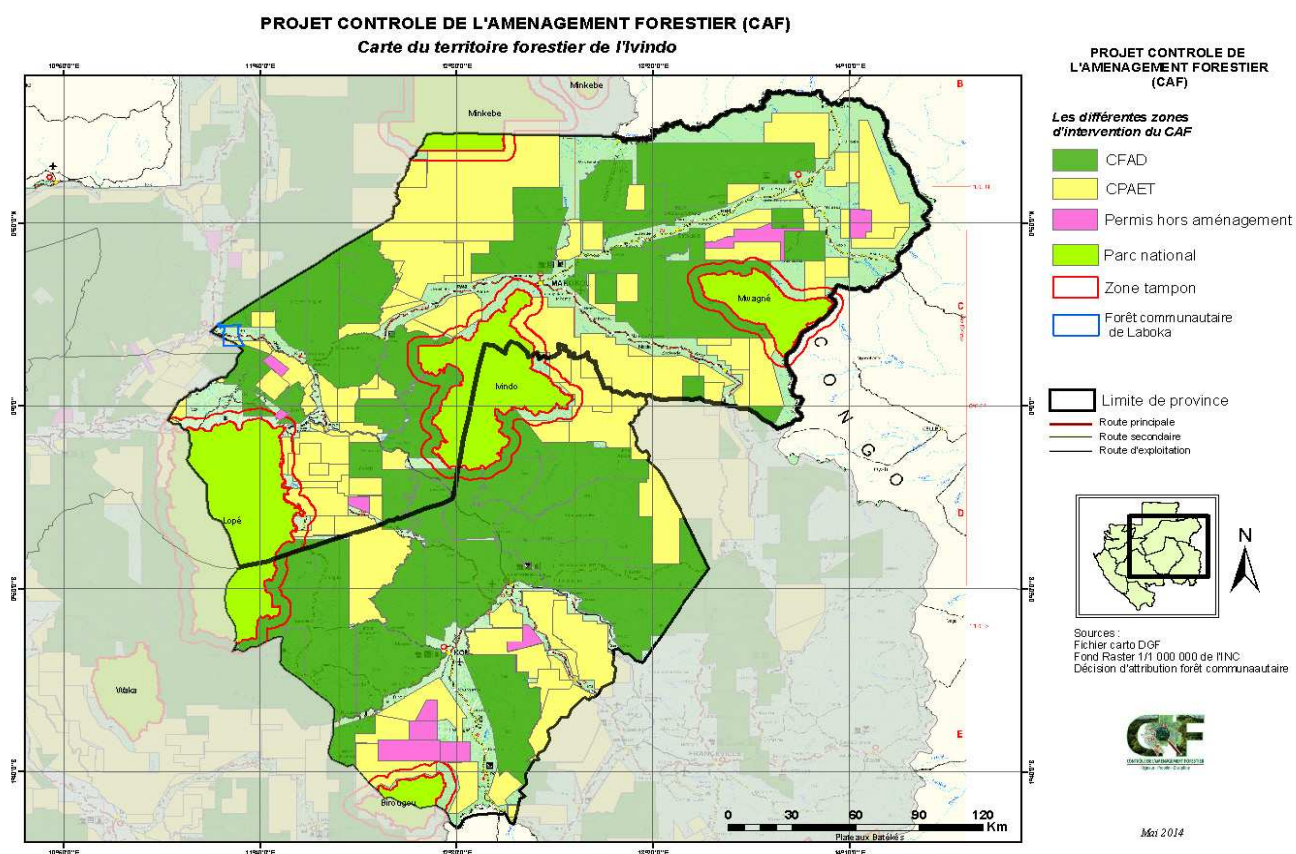
- L'administration forestière (DGF, DGFAP, DFC, DDF, AEAFFB) ;
- L'ANPN
- Les exploitants forestiers et / ou les syndicats des forestiers ;
- Les ONG nationales et internationales ;
- Les Bureaux d'Etudes.

Nous avons pris également les points de vue des 12 personnes interviewées par rapport au champ d'intervention du CAF.

Selon la plaquette élaborée par le CAF : « *Le champ d'action s'identifie à travers la notion de territoire évoquant une approche intégrée géographiquement et techniquement (CPAET, CFAD, Forêts Communautaires, Aires Protégées...).* »

Ainsi, les activités se localiseront autour de 4 territoires dont l'Ivindo (Ogooué Lolo et Ogooué Ivindo), Minkébé (Woleu-Ntem), Birougou (Ngounié et Haut-Ogooué) et Gamba (Nyanga, Moyen-Ogooué, Ogooué Maritime et l'Estuaire)».

La figure 3, ci-dessous, illustre le champ d'intervention du CAF dans l'un des quatre territoires.



Source : CAF, 2014

Figure 3 : différentes zones d'intervention du CAF dans le territoire forestier de l'Ivindo

Outre les CFAD, les CPAET, les FC, les zones tampons et les permis hors aménagement contenus sur cette carte, nous avons également parlé de l'intervention du CAF dans les domaines suivants :

- La traçabilité des produits forestiers ;
- La chaîne de traçabilité proposée en interne par l'industriel dans les plans d'industrialisation;

- La gestion des réseaux hydriques au sein des concessions forestières et le système de reporting des indicateurs de qualité.

2.2.3 PARTICIPATION AUX REUNIONS DE TRAVAIL

Dans le cas de notre étude, nous avons participé aux réunions avec les maîtres de stage, leurs collaborateurs et les agents du PAPPFG.

Nous avons eu quatre réunions.

La première était consacrée à l'examen du chronogramme du stagiaire et à l'analyse de la proposition que nous avons faite au sujet des partenaires qui participeront à l'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier.

S'agissant du chronogramme, il a été décidé qu'au mois de mai, le stagiaire propose :

- Le champ d'application du référentiel du contrôle de l'aménagement forestier ;
- Les partenaires à associer à l'élaboration du référentiel ;
- Les guides d'entretiens.

Les mois de juin et juillet étaient réservés aux entretiens auprès des acteurs de la gestion forestière et au traitement des entretiens.

Le mois d'août, devrait servir au teste des projets de grilles sur le terrain et à la rédaction du premier draft du mémoire.

Quant aux partenaires qui participeront à l'élaboration du référentiel, nous avons retenu :

- L'administration forestière (DGF, DGFAP, DFC, DDF, AEAFB);
- L'ANPN;
- Les exploitants forestiers et/ou syndicats des forestiers ;
- Les ONG nationales et internationales ;
- Les bureaux d'études

La deuxième réunion à laquelle prenaient part les agents du PAPPFG, avait trait à l'examen de la proposition de la grille de contrôle des CPAET.

Au cours de cette réunion, nous avons examiné les parties administratives et techniques de la grille.

La troisième et quatrième réunion était consacrée respectivement à l'examen de la proposition de la grille des CFAD et celle des FC. Ces deux dernières réunions nous ont permis d'examiner également les deux parties des grilles.

2.2.4 MISSIONS DE TERRAIN

Les missions de terrains avaient pour objet de tester les grilles de contrôle des CPAET, des CFAD et des Forêts Communautaires.

Pour des raisons logistiques et celles de calendriers des entreprises, nous n'avons pu tester que les grilles de CPAET et CFAD.

Conformément à l'ordre de mission n° 1/2014 (annexe 6), ces deux tests se sont déroulés au sein de la Forestière d'Exploitation et d'Export (FOREEX), plus précisément dans l'Unité Forestière d'Aménagement (UFA) Saint Germain, Unité Forestière de Gestion 1 (UFG 1), Assiette Annuelle de Coupe 2012 et la CPAET FOREEX - OKANO/TCBG.

La mission s'est déroulée en trois étapes : la préparation de la mission de contrôle, la réalisation de la mission de contrôle et la réunion de restitutions et d'amendement des grilles.

La préparation de la mission de contrôle nous a permis d'apprêter le matériel de contrôle (un GPS, un compas forestier, une boussole), les cartes de la CFAD et la CPAET ainsi que le Plan d'Aménagement, le Plan Annuel d'opérations et la convention provisoire.

La deuxième étape (réalisation de la mission) s'est déroulée sous la base d'un programme que nous avons arrêté de communs accords avec le Chef de chantier et le responsable de la cellule aménagement de FOREEX. Il s'agissait de vérifier l'existence et la conformité des documents mentionnés dans les deux grilles, de contrôler les aspects environnementaux et sociaux au niveau de la base vie, de contrôler les aspects techniques de la CPAET et de la CFAD.

Nous nous sommes servis des grilles pour cocher "oui" si l'aspect contrôlé était conforme aux dispositions réglementaires et "non" si l'aspect contrôlé n'était pas conforme.

L'étape de la restitution et de l'amendement des grilles s'est déroulée en salle de réunion de FOREEX. Elle a consisté à faire la synthèse des résultats de la mission et de réexaminer les différentes parties des grilles afin de les adapter aux réalités du terrain.

La société FOREEX

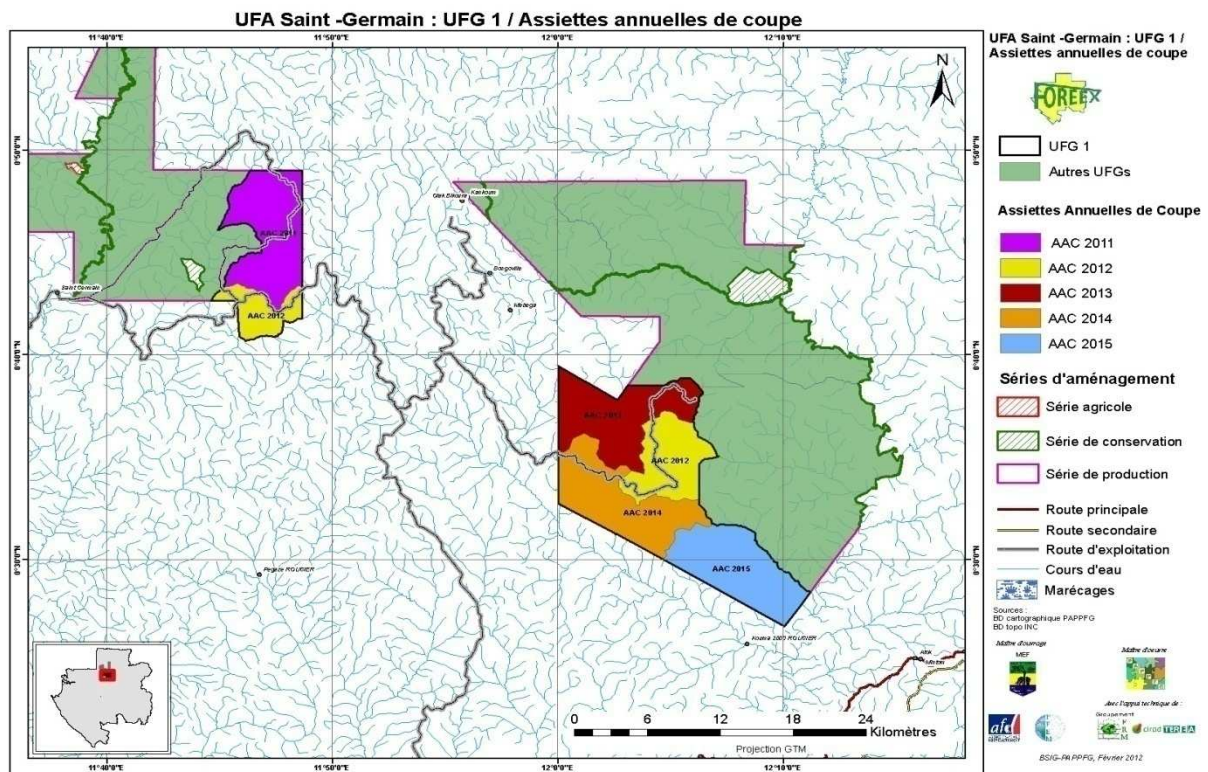
La Forestière d'Exploitation et d'Export (FOREEX) est une société à responsabilité limitée (SARL) créée en 1995. Elle a signé en mars 2007 un contrat de service avec TEREA pour la réalisation des travaux d'inventaire et d'aménagement de ses concessions. Les travaux d'inventaire de l'UFA Saint Germain ont été réalisés par la société Sylvafrica de 2007 à 2009. Elle a bénéficié en parallèle d'un appui et d'un accompagnement du PAPPFG (FOREEX et PAPPFG, 2011).

Localisation de L'UFA et de l'AAC 2012

L'UFA Saint Germain est située dans la province du Woleu-Ntem (département du Woleu et de l'Okano) et celle de l'Ogooué-Ivindo (département du Mvounou) ; l'ACC 2012, que nous avons visité dans le cadre de notre étude, est située dans la province du Woleu Ntem plus précisément dans le département Okano. Pour les opérations forestières liées à l'UFA FOREEX, l'interlocuteur administratif direct est le cantonnement des Eaux et Forêts de Mitzic qui dépend de la Direction Provinciale des Eaux et Forêts du Woleu Ntem (FOREEX et PAPPFG, 2013).

Géographiquement, l'AAC 2012 est localisée en plein Sud de la province du Woleu Ntem, à l'Est de la ville de Mitzic. Le point d'accès à cette AAC se trouve à environ 15 Km de Mitzic dans le village de Medzui Awe (FOREEX et PAPPFG, 2013).

La figure 4 de la page suivante présente la localisation de l'UFA Saint-Germain et celle de l'AAC 2012.



Source : PAPPG, 2013

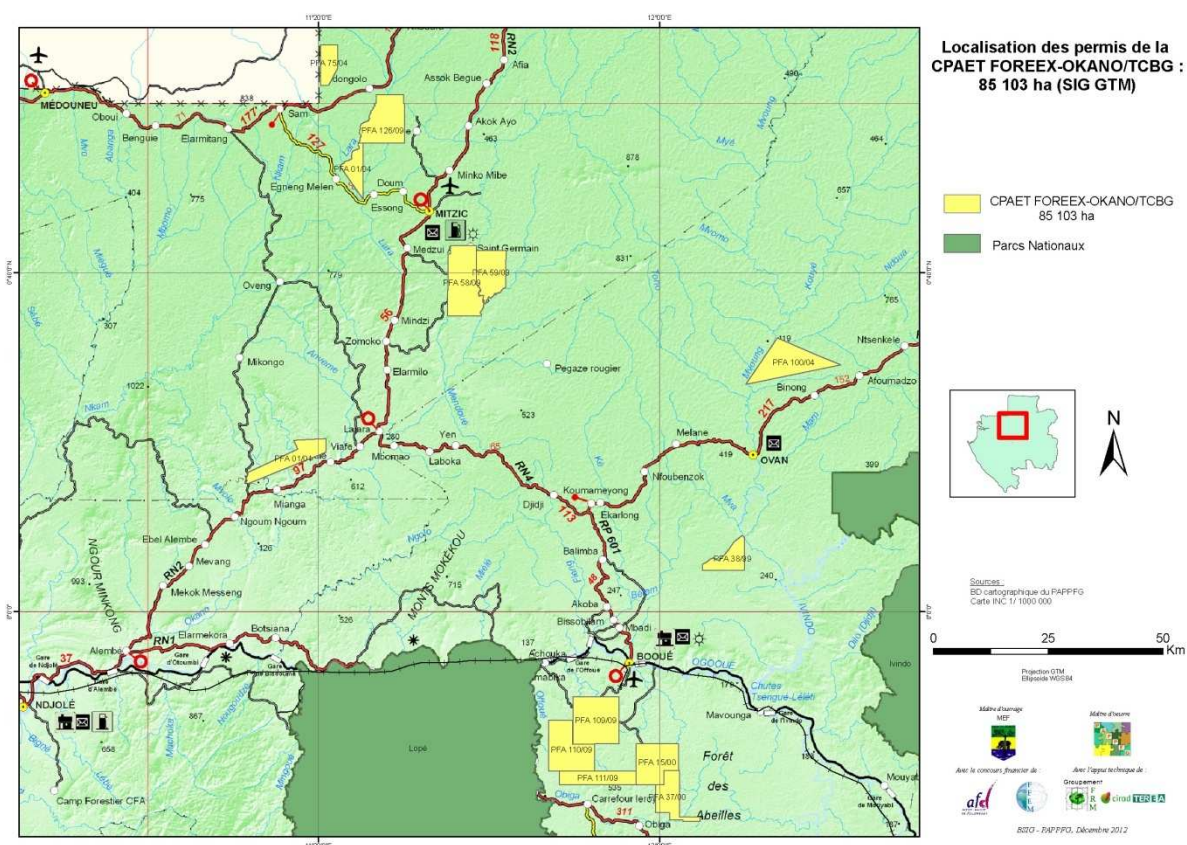
Figure 4 : Localisation de l'UFA Saint-Germain et de l'AAC 2012

Localisation de la CPAET FOREEX- OKANO/TCBG

La CPAET FOREEX- OKANO/TCBG que nous avons également visitée est située dans la province du Woleu-Ntem (département de l'Okano) et celle de l'Ogooué-Ivindo (département de la Lopé).

La figure 5 de la page suivante présente la localisation des permis forestiers de la CPAET FOREEX-OKANO/TCBG.

Cette CPAET de 85 103 ha est constituée d'un regroupement de 13 permis forestiers.



Source : PAPFFG, 2013

Figure 5 : Localisation des permis de la CPAET FOREEX-OKANO/TCBG

2.2.5 ANALYSE DES DONNEES

Tous les entretiens réalisés ont été enregistrés avec l'accord des interviewés et retranscrits par écrit. Au total 72 pages d'entretiens retranscrits ont été exploitées par une analyse fine des interventions de chacun des acteurs. Les discussions privées et les propos sortant du cadre de notre travail n'ont pas été retranscrits. Nous comptons 12 entretiens retranscrits, toutes catégories confondues, dont trois Directeurs de l'administration forestière, un Directeur de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux, quatre Responsables des ONG et trois Secrétaires Généraux des syndicats des forestiers.

Nous avons lu et relevé les points de vue des 12 personnes interviewées par rapport au champ d'intervention du CAF et par rapport aux acteurs devant participer à l'élaboration du référentiel. Nous avons également relevé les idées fortes proposées par les enquêtés ainsi que

les points de vue de chaque acteur par rapport au Projet CAF et à la fréquence de contrôle. Nous avons synthétisé tous ces entretiens en 20 pages.

Nous avons utilisé le logiciel EXCEL pour traiter l'ensemble des données issues des entretiens. Deux tableaux à doubles entrées ont été créés. Un tableau regroupant les idées émises par l'intervieweur et approuvées par les 12 personnes interviewées et un autre rassemblant les propositions émises par ces derniers.

En ce qui concerne les réunions internes, nous avons également utilisé le logiciel EXCEL pour faire les tableaux des grilles de contrôle des CPAET, CFAD et FC.

3 RESULTATS

Nous avons trois types de résultats ; ceux issus des entretiens, ceux provenant des réunions internes et ceux dérivant de la mission de terrain.

Les premiers donnent la vision des acteurs sur :

- Le champ d'intervention du CAF ;
- Les acteurs devant participer à l'élaboration du référentiel ;
- La fréquence de contrôle dans les concessions forestières ;
- Le contrôle des Forêts Communautaires.

Les seconds, résultant des réunions internes, présentent les propositions des grilles de contrôle des CPAET et des CFAD.

Les troisièmes parlent du test des grilles de contrôle des CPAET et des CFAD.

3.1 RESULTATS DES ENTRETIENS

3.1.1 CHAMP D'INTERVENTION DU CAF

Les personnes de l'administration interrogées à ce sujet, ont pensé que, le champ d'intervention du CAF devrait être conforme à celui contenu dans le document de projet.

Certains d'entre eux ont estimé que le CAF devrait s'occuper uniquement des aspects liés au contrôle de l'aménagement forestier et laisser la Direction Générale des Industries, du Commerce du Bois et de la Valorisation des Produits Forestiers contrôler la chaîne de traçabilité proposée en interne par l'industriel dans le plan d'industrialisation.

Toutes les personnes rencontrées étaient favorables au contrôle des CPAET, CFAD et FC par le CAF. Autrement dit, les différents acteurs rencontrés ont approuvé que le CAF contrôle les CPAET, les CFAD et les FC.

La plupart des personnes rencontrées ont estimé que le contrôle de la chaîne de traçabilité proposée en interne par l'industriel dans le plan d'industrialisation et le contrôle du système de reporting des indicateurs de qualité dans les référentiels pouvaient être contrôlé par d'autres entités administratives comme la Direction Générale des Industries, du Commerce du

Bois et de la Valorisation des Produits Forestiers pour la chaîne de traçabilité proposée par l'industriel et la Direction Générale des Ecosystèmes Aquatiques pour le contrôle du système de reporting des indicateurs de qualité.

Les représentants des exploitants forestiers et quelques personnes de l'administration ont pensé que le CAF pourrait contrôler les zones hors aménagement. Le contrôle de ces zones permettra au CAF de se rassurer que les Permis de Gré à Gré (PGG) d'un maximum de 50 arbres sur pied, attribués selon l'arrêté 136/ MEF du 10 octobre 2011 fixant les modalités d'attribution et de gestion du PGG, sont exploités selon le respect des dispositions réglementaires.

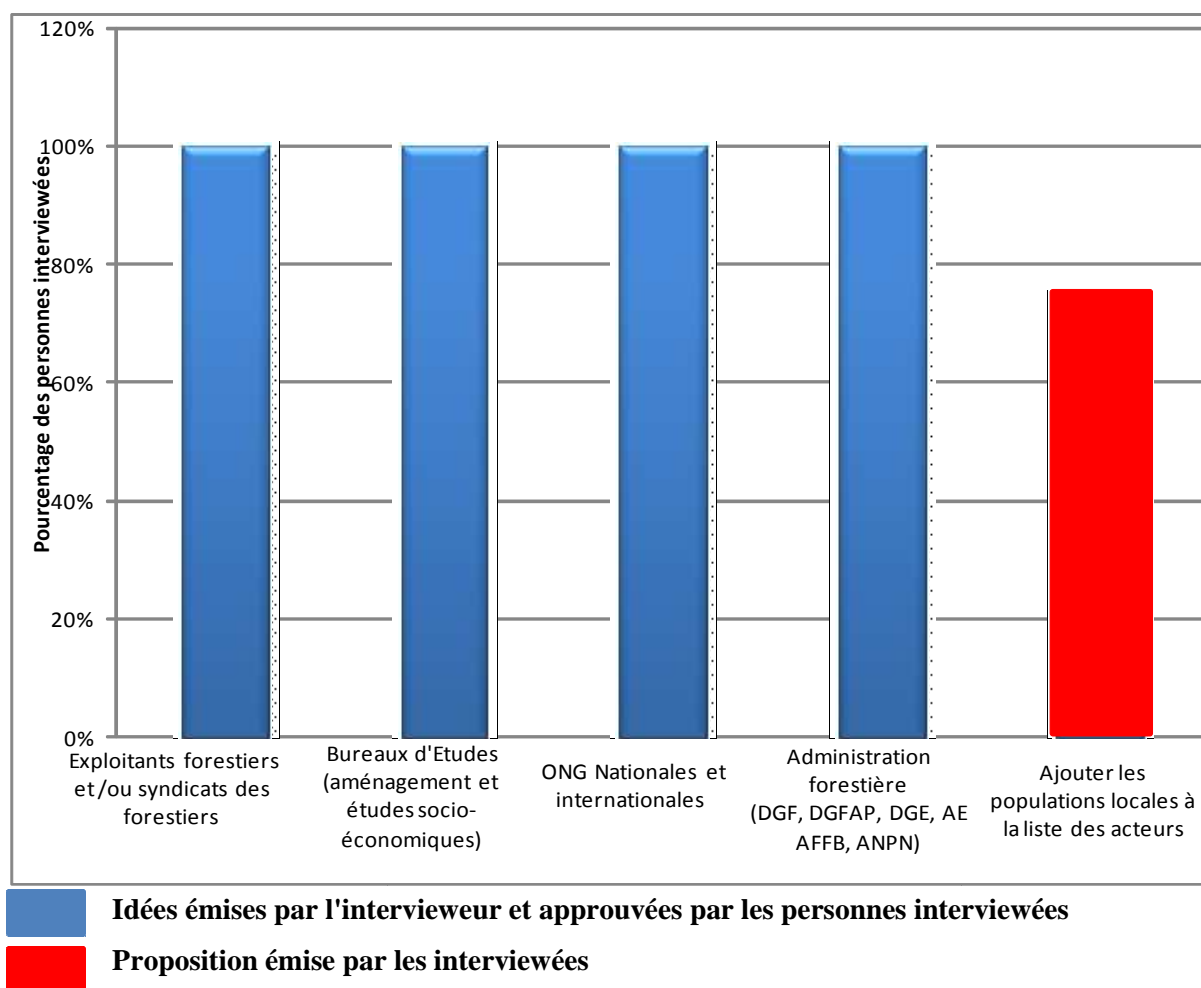
Afin de minimiser les impacts liés à l'exploitation forestière autour des aires protégées, les responsables des ONG rencontrés ont approuvé que le CAF contrôle les zones tampons et que ce contrôle se fasse en synergie avec l'Agence Nationale des Parcs Nationaux qui, selon l'arrêté 003/2007 relative aux parcs nationaux, a mandat d'agir dans ces zones.

En ce qui concerne la traçabilité des produits forestiers, les bureaux d'études, les exploitants forestiers ainsi que les personnes de l'administration ont tous souhaité que cela soit vérifié par CAF.

Le domaine d'application du référentiel est le lieu ou territoire auquel s'applique le référentiel. Dans le cas de notre étude, ce référentiel de contrôle de l'aménagement forestier s'appliquera aux Concessions Forestières sous Aménagement Durable (CFAD), aux Conventions Provisoires Aménagement-Exploitation-Transformation (CPAET) et aux Forêts Communautaires (FC).

3.1.2 ACTEURS DEVANT PRENDRE PART A L'ELABORATION DU REFERENTIEL

Le graphique de la page suivante présente les points de vue des 12 personnes interviewées par rapport aux acteurs devant participer à l'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier au Gabon.



Graphique 2: Points de vue des personnes interviewées par rapport aux acteurs devant participer à l'élaboration du référentiel

Ce graphique montre que 100 % des personnes interviewées ont accepté que les exploitants forestiers et/ou syndicats des forestiers, les Bureaux d'Etudes (Aménagement ; Etudes socio-économiques), les ONG Nationales et Internationales et l'Administration Forestière (DGF, DGFAP, AE AFFB, ANPN) participent à l'élaboration du référentiel.

Lors de nos entretiens, les populations locales n'ont pas été proposées comme acteurs devant prendre part à l'élaboration du référentiel mais 75 % des personnes rencontrées ont souhaité que les populations locales soient ajoutées à la liste des acteurs devant prendre part à l'élaboration du référentiel. Selon eux, elles sont les acteurs de la gestion durable au même titre que les exploitants forestiers et/ou syndicats des forestiers et méritent d'être associées à l'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier.

Afin d'éviter que le CAF ne se retrouve pas avec plusieurs personnes d'un même organisme lors de l'élaboration du référentiel et au regard des résultats des entretiens, nous avons proposé un comité de rédaction du référentiel au CAF.

Ce comité pourra être composé de :

Pour le CAF

- Le Coordonnateur du Projet ;
- Le Coordonnateur Adjoint ;
- L'Assistant Technique ;
- Le Stagiaire.

Pour l'administration forestière

- Un représentant de la Direction Générale des Forêts ;
- Un représentant de la Direction Générale de la Faune et des Aires Protégées ;
- Un représentant de la Direction Générale de l'Environnement ;
- Un représentant de la Direction Générale des Ecosystèmes Aquatiques ;
- Un représentant de l'Agence d'Exécution des Activités de la Filière Forêt-Bois ;
- Un représentant de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux ;
- Le Directeur du Développement des Forêts ou son représentant ;
- Le Directeur des Forêts Communautaires ou son représentant ;
- Le Chef de Projet D'Aménagement des Petits Permis Forestiers Gabonais ou son représentant.

Pour les syndicats des forestiers

- Un représentant de l'UFIGA ;
- Un représentant d'UFIAG ;
- Un représentant de SIAG.

Pour les Bureaux d'Etudes

- Un représentant de TEREA ;
- Un représentant de SYLVAFRICA ;

- Un représentant d'ENTREAFORT ;
- Un représentant de FRM ;
- Un représentant de CURFOD.

Pour ce qui concerne les Bureaux d'Etudes et les ONG ci-dessous, nous avons sélectionné quelques-uns. Toutefois, ces listes, non exhaustives, pourront être complétées par le CAF au moment opportun.

Pour les ONG

- Un représentant du WWF ;
- Un représentant du WCS ;
- Un représentant de Conservation et Justice ;
- Un représentant de BrainForest

Pour les populations locales

Nous avons proposé qu'il ait un représentant des populations locales par types de permis en l'occurrence un représentant des populations locales pour les CPAET, un représentant pour les CFAD non certifiées, un représentant pour les CFAD certifiées et un représentant pour les Forêts Communautaires.

Les membres de ce comité réfléchiront sur le contenu et l'architecture du référentiel et participeront à la rédaction des différentes parties de ce document.

Cette démarche qui consiste à faire participer tous les acteurs impliqués dans la gestion durable des forêts bien que difficile, est essentielle pour que le référentiel soit utilisé et adapté de manière efficace.

3.1.3 PRINCIPALES IDEES EMISES PAR LES PERSONNES INTERVIEWEES

Au cours de ces entretiens semi-directifs, les 12 personnes rencontrées ont librement exprimé leurs points de vue sur certains aspects liés au contrôle par le CAF. Ces points de vue sont regroupés dans le tableau 2 de la page suivante.

Tableau 2 : Principales propositions faites par les 12 personnes interviewées

Groupe d'acteurs	Administration forestière	Agence Nationale des Parcs Nationaux	ONG	Bureaux d'Etudes	Syndicats des forestiers	Total des X
Idées émises						
Faire un état des lieux des opérateurs économiques de la filière forêt-bois par territoire	X		X	X	X	4
Travailler en synergie avec l'ANPN pour le contrôle des zones tampons	X	X	X	X		4
Donner une formation adéquate aux agents contrôleurs	X		X	X	X	4
Mettre en place des mécanismes de contrôle interne pour se rassurer que le contrôle est bien effectué	X		XX		X	4
S'occuper uniquement des aspects liés au contrôle de l'aménagement forestier	X		X	X		3
Travailler en synergie avec l'AEAFFB pour le contrôle des FC	X		X	X		3
Faire 2 à 4 contrôles par an	X			X	X	3
La fréquence de contrôle dépendra de la catégorie d'acteurs et types de concessions	X		X		X	3
Mettre l'accent sur la communication, la sensibilisation des acteurs et la vulgarisation des référentiels	X		X		X	3
Mettre l'accent sur le contrôle de la gestion de la faune dans les CPAET et CFAD			XXX			3
Privilégier une zone pilote à contrôler dès le début du projet et étendre le contrôle à d'autres zones par la suite	X		X			2

S'intéresser aux travaux réalisés par le WWF, le WCS et l'ANPN sur la gestion de la faune dans les concessions forestières		X	X			2
Choisir des indicateurs faciles à vérifier lors de l'élaboration des référentiels de contrôle			X	X		2

NB: X = Idée émise par une personne interviewée

Ce tableau montre que quatre personnes rencontrées, dont une de l'administration forestière, une de l'ANPN, une des ONG et une des bureaux d'études, souhaitent que le CAF travaille en synergie avec l'ANPN pour le contrôle des zones tampons et trois personnes, dont une de l'administration forestière, une des ONG et une des bureaux d'études, pour qu'il travaille en association avec l'AEAFFB pour le contrôle des forêts communautaires.

Quatre personnes dont une de l'administration forestière, une des ONG, une des bureaux d'études et une des syndicats des forestiers ont également souhaité que le CAF fasse un état des lieux de la situation des opérateurs économiques de la filière forêt-bois par territoire, qu'il élabore des mécanismes de contrôle interne afin de se rassurer que le contrôle est bien effectué et qu'il donne une formation adéquate aux agents contrôleurs.

S'agissant de la fréquence de contrôle, quatre personnes ont souhaité que le CAF fasse deux contrôles au minimum et quatre contrôles au maximum par an dans les concessions forestières. Ce souhait a été émis aussi bien par les responsables de l'administration que ceux des bureaux d'études et des syndicats des forestiers.

Ces mêmes personnes pensent que la fréquence de contrôle dépendra de la catégorie d'acteurs et de type de concessions ; les grandes sociétés certifiées FSC qui sont régulièrement auditées pourront recevoir moins de contrôles que les sociétés ayant une CPAET ou une CFAD non certifiées.

La communication a aussi retenu l'attention des personnes rencontrées ; trois d'entre eux, issues de l'administration forestière, des ONG et des syndicats des exploitants forestiers, ont souhaité que le CAF Développe davantage les volets concernant la communication, la sensibilisation des acteurs et la vulgarisation des référentiels élaborés.

Les responsables des ONG ont émis le vœu que le CAF mette un accent particulier sur la gestion de la faune dans les CPAET et CFAD. A ce sujet, ils ont voulu que le CAF s'intéresse d'une part aux résultats des audits d'évaluation du niveau de mise en œuvre des plans d'aménagement dans 14 CFAD organisés conjointement par la Direction Générale des Forêts, le WWF, l'ANPN et le projet OAB/OIBT et d'autre part à la grille d'évaluation simplifiée de la gestion de la faune mise en place par le WCS.

Les responsables de l'administration forestière et des ONG ont suggéré que le CAF privilégie une zone pilote à contrôler dès le début du projet avant d'étendre le contrôle à d'autres zones. Ces mêmes personnes ont souhaité que des indicateurs faciles à contrôler soient retenus lors de l'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier.

3.1.4 GRILLE DE CONTROLE D'UNE FORET COMMUNAUTAIRE

Les entretiens avec le Directeur des Forêts Communautaires du Ministère de la Forêt, de l'Environnement et de la Protection des Ressources Naturelles et le Coordonateur du Projet Développement d'Alternatives Communautaires à l'Exploitation Forestière Illégale (DACEFI) du WWF nous ont permis de recueillir les informations relatives au contrôle d'une forêt communautaire suivantes :

- La vérification du nombre des pieds prélevés dans une parcelle car la Forêt Communautaire est divisée en cinq grands blocs dont un bloc de conservation et quatre blocs de production divisés en cinq parcelles ;
- La vérification de l'existence et de la validité du Plan Simple de Gestion (PSG) ;
- La vérification du respect des prescriptions de la convention provisoire ;
- La vérification du respect des prescriptions de la convention définitive ;
- La vérification du mini PAO (mini Plan Annuel d'Opérations qui concerne l'exploitation au sein des parcelles) ;
- La vérification des limites de la FC ;
- La vérification du Plan de Développement Local annexé au PSG ; ce contrôle permettra de vérifier la matérialisation des projets sur le terrain ;
- La vérification du niveau d'organisation de l'entité juridique de gestion ;
- Le respect de l'ordre de passage dans les parcelles et les blocs.

Nous nous sommes servis de ces informations, du Décret n°001028/PR/MEFEPEPN, fixant les conditions de création des forêts communautaires et du guide du contrôleur forestier adapté à la stratégie nationale de contrôle forestier et faunique, grilles de légalités de l'APV-FLEGT du Cameroun pour construire la grille de contrôle de la Forêt Communautaire ci-après.

Tableau 3: La grille de contrôle d'une Forêt Communautaire

Nom de la Forêt Communautaire :

Date et lieu :

Représentant de l'administration forestière :

Représentant de la communauté villageoise:

Autres informations utiles :

Contrôle d'une Forêt Communautaire			
Etape administrative			
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	Observations
La communauté est bénéficiaire d'une Forêt Communautaire légalement attribuée	La convention provisoire	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
	La convention définitive	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
La communauté dispose d'un Plan Simple de Gestion (PSG)	La lettre d'approbation du PSG	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
La communauté a ouvert les limites de la FC	Le Procès-verbal d'ouverture des limites	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
Etape technique			
Le découpage de la Forêt Communautaire			
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	Observations
La FC est divisée en cinq blocs dont un bloc de conservation	La carte de découpage des blocs	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
Les blocs sont divisés en parcelles	La carte de découpage des parcelles	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
Le bloc de conservation est délimité	Les layons de délimitation	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
	Les layons de	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	

Les blocs et les parcelles sont délimités	délimitation	Non <input type="checkbox"/>	
	Les pancartes et panneaux le long des cours d'eau	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>
L'exploitation de la FC			
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	Observations
La communauté respecte l'ordre de passage dans les blocs	Les blocs sont exploités selon l'ordre établi dans le Plan Simple de Gestion	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Les opérations d'exploitation forestière ne se déroulent que dans les limites du bloc	Les points GPS des souches d'arbres abattues, des pistes de débardage se trouvant à la limite du bloc	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>
L'exploitation forestière ne touche pas le bloc de conservation	Les points GPS des souches d'arbres abattues, des pistes de débardage se trouvant près de la limite du bloc de conservation	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>
La communauté n'exploite pas dans les zones sensibles du relief	Bas fonds, fortes pentes, bords de rivières	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Exploités <input type="checkbox"/> Pas exploités <input type="checkbox"/>
La communauté respecte le quota de prélèvement et les essences interdites à l'exploitation	Le volume réellement exploité par essence correspond au volume prévu dans le PAO	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>
	Les essences contenues dans le carnet de chantier	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>
La communauté respecte le Diamètre Minimum d'exploitabilité (DME)	Le diamètre des souches / billes	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>
La communauté a ouvert les limites du bloc et de la parcelle	Procès-verbal d'ouverture des limites du bloc ; Procès-verbal d'ouverture des limites de la parcelle	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>
Les réalisations des projets sont conformes au plan de développement local	Le Plan des Opérations Annuelles indiquant les activités à réaliser au cours de l'année conformément aux prescriptions du PSG	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>
L'entité juridique de gestion est opérationnelle	Les procès-verbaux de réunions	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Régulier <input type="checkbox"/> Irrégulier <input type="checkbox"/>

3.2 RESULTATS ISSUS DES REUNIONS INTERNES

3.2.1 GRILLE DE CONTROLE D'UNE CPAET

La grille de contrôle de la CPAET, issue de la réunion interne, présentée dans le tableau 4 de la page suivante, comprend trois colonnes. La première colonne précise les documents administratifs à contrôler lors de l'étape administrative ainsi que les aspects à vérifier lors de l'étape technique. La deuxième colonne est intitulée "Constat" ; il est question pour chaque indicateur (aspect à contrôler) de dire comment il est pris en compte par la grille. Si l'indicateur est présent, le contrôleur porte "Oui" dans la colonne "Constat". S'il est absent ou s'il y a ambiguïté, le contrôleur porte "Non" dans la colonne "Constat". La troisième colonne "Observations" clarifie certains éléments à contrôler.

Pour réaliser cette grille de contrôle (tableau 4) et celle de la CFAD (tableau 5), nous nous sommes inspirés des fiches de contrôle datant de 2004 de l'ancienne Direction des Inventaires, des Aménagements et de la Régénération des Forêts (DIARF) à savoir la fiche de contrôle d'une CFAD et la fiche technique de contrôle des travaux d'inventaires forestiers (annexe 5) et nous nous sommes servis de la Loi 016/01 Portant Code Forestier en République Gabonaise, du Décret n° 689/PR/MEFEPEPN, définissant les normes techniques d'aménagement et de gestion durable des forêts domaniales productives enregistrées, du Guide Technique National d'Aménagement Forestier, des Principes Critères Indicateurs de gestion durable des forêts gabonaises et des guides élaborés par le PAPPFG¹ pour élaborer les parties administratives et techniques des grilles.

¹Le Guide Technique d'Elaboration des Plans de Gestion, le Guide Technique d'Elaboration des Plans Annuels d'Opérations, le Guide de l'Exploitation à Impacts Réduits, le Guide de l'abattage contrôlé, le Guide des Opérations de débusquage et débardage.

Tableau 4: La grille de contrôle d'une CPAET

Contrôle d'une CPAET			
Etape administrative			
Documents à contrôler	Constat		Observations
La CPAET	Oui/Non		
L'agrément professionnel de l'entreprise	Oui/Non		
La fiche circuit	Oui/Non		
Le protocole d'inventaire d'aménagement	Protocole déposé	Oui/Non	Vérifier que le concessionnaire a déposé le protocole au près de l'administration forestière 6 mois à partir de la date de signature de la CPAET
	Protocole validé	Oui/Non	
	Délais respectés	Oui/Non	
Le Procès Verbal d'ouverture des limites des AAC provisoires	PV validé	Oui/Non	
Le rapport des études socio-économiques	Rapport déposé	Oui/Non	Vérifier que le concessionnaire a déposé le rapport au près de l'administration forestière 18 mois à partir de la date de signature de la CPAET
	Rapport approuvé	Oui/Non	
	Données numériques déposées	Oui/Non	
Le rapport des études de la biodiversité et de la faune	Rapport déposé	Oui/Non	Vérifier que le concessionnaire a déposé le rapport au près de l'administration forestière 30 mois à partir de la date de signature de la CPAET
	Rapport approuvé	Oui/Non	
	Données numériques déposées	Oui/Non	
Le rapport d'inventaire d'aménagement	Rapport déposé	Oui/Non	Vérifier que le concessionnaire a déposé le rapport au près de l'administration forestière 30 mois à partir de la date de signature de la CPAET
	Rapport approuvé	Oui/Non	
	Données numériques déposées	Oui/Non	
Le PAO provisoire	Disponible	Oui/Non	
Etape technique			
Inventaire d'aménagement			
Aspects à contrôler	Constat		Observations
Le positionnement des layons	La matérialisation des points de départ des layons	Oui/Non	Vérification faite en relevant les points GPS
	Le respect des azimuts	Oui/Non	Vérification faite à l'aide de la boussole et/ou du GPS
Le chainage des layons	Le marquage correct des piquets	Oui/Non	vérifier les éléments suivants: numéro ou nom de la zone sur le ruban, le numéro du layon, le numéro du piquet, le numéro de la placette, la distance du point de départ
	La longueur réglementaire des		Vérifier que la longueur des placettes est de 200 m avec une

	placettes	Oui/Non	marge de ± 25 m (protocole de l'administration) ou la longueur des placettes est conforme à celle indiquée dans le protocole de l'entreprise
	La matérialisation des sous-placettes	Oui/Non	Les sous-placettes doivent être à chaque début de placette sur une distance de 25 x 4 m (0,01ha)
Le comptage des tiges	L'écart entre Le nombre des tiges trouvé au comptage et au contrôle est inférieur à 10%	Oui/Non	
	Le nombre d'espèces communes entre les 2 relevés est supérieur à 75%	Oui/Non	
Inventaire d'exploitation des AAC provisoires			
Aspects à contrôler	Constat		Observations
La carte de découpage des AAC provisoires	Disponible	Oui/Non	
	Conforme	Oui/Non	Respect de 1/10ème de la superficie de la CPAET
L'existence des coordonnées des points de délimitation des AAC provisoires et du cheminement	Oui/Non		Vérifier sur le terrain la conformité des points de délimitation
Le positionnement des points de délimitation	Le respect du positionnement des points de départ des limites	Oui/Non	Vérification faite à l'aide de la boussole et/ou du GPS
	Le respect des azimuts	Oui/Non	
Le marquage des limites	Visible	Oui/Non	
La carte du dispositif d'inventaire d'exploitation	Disponible	Oui/Non	
	Conforme	Oui/Non	Vérifier que la longueur d'une parcelle de comptage n'excède pas 1 km
L'existence des coordonnées des points de délimitation des parcelles des AAC provisoires	Oui/Non		Vérifier sur le terrain la conformité des points de délimitation des parcelles
Le positionnement des points de départ des layons	Le respect du positionnement des points de départ des layons et/ ou la distance entre 2 layons consécutifs est \pm de 250 m	Oui/Non	Vérification faite en relevant les points GPS
	Le respect des	Oui/Non	Vérification faite à l'aide de la

	azimuts		boussole et/ou du GPS
Le chainage des layons	Le marquage correct des piquets	Oui/Non	vérifier les éléments suivants: numéro du point, nom du layon, numéro du piquet, numéro de la parcelle, la distance du point de départ
	La longueur réglementaire des parcelles	Oui/Non	Vérifier que la longueur des parcelles est de 1000 m avec une marge de ± 25 m
	La conformité de la fiche de layonnage	Oui/Non	Topographie, hydrographie, voies de communication et formation végétale, mesure de pente
Le comptage des tiges	La conformité des noms pilotes, classe de diamètre et de qualité	Oui/Non	
	La présence des arbres oubliés et des arbres interdites à l'exploitation	Oui/Non	
	La conformité de la fiche de comptage	Oui/Non	Topographie, hydrographie, voies de communication et formation végétale
L'exploitation des AAC provisoires			
Cartographie et matérialisation			
Aspects à contrôler	Constat		Observations
La carte d'inventaire d'exploitation des AAC provisoires	Disponible	Oui/Non	
	Conforme	Oui/Non	
Les cartes des poches d'exploitation	Disponibles	Oui/Non	Vérifier que la planification provisoire des routes, des parcs, des arbres à refuser, des arbres d'avenir et /ou à protéger et les exploitables sont indiqués
La matérialisation des limites	Les limites naturelles à la peinture	Oui/Non	
	Les layons pour les autres limites	Oui/Non	
	La signalisation des limites au niveau des routes et pistes (pancartes, panneaux, etc)	Oui/Non	
Les arbres à protéger (semenciers ou individus d'avenir) sont marqués de façon visible	Oui/Non		
L'exploitation forestière			

Aspects à contrôler	Constat		Observations
Le respect des Diamètres Minima d'Exploitableté	Oui/Non		Cette opération peut se faire à l'œil nu et ce n'est que dans le cas de billes douteuses (billes dont le diamètre paraît voisin au diamètre d'exploitableté) que l'on doit recourir au mesurage avec le mètre ou le double décimètre pour être édifié
Le respect des limites des AAC provisoires (les opérations d'exploitation forestière ne se déroulent que dans les limites des AAC provisoires)	Oui/Non		Relever les points GPS au niveau des souches d'arbres abattues, des pistes de débardage se trouvant à la limite de l'assiette de coupe et les positionner sur la carte officielle du permis.
Le respect des quotas et espèces objectifs	Oui/Non		Vérifier les types d'essences déclarés dans les carnets de chantiers ainsi que les essences des billes et souches sur le chantier; vérifier que le volume réellement exploité par essence correspond avec une marge de ± 20 % au volume prévu dans le PAO; vérifier que les essences déclassées ne sont pas exploitées
Les carnets de chantiers des AAC provisoires	Bien rempli	Oui/Non	Vérifier que le carnet est rempli journalièrement (24 h maximum après abattage) qu'il est conforme au modèle réglementaire et qu'il contient toutes les informations
Les pistes de débardage sont marquées avant l'entrée des machines en forêt	Oui/Non		
Les billes et les souches sont marquées	Oui réglementaire / Non réglementaire		
L'impact des activités d'exploitation forestière sur l'environnement			
L'impact des activités d'exploitation sur la structure forestière			
Aspects à contrôler	Constat		Observations
Le respect des normes d'abattage: l'abattage est contrôlé et épargne autant que possible les arbres d'avenir; distance d'abattage 30 m du plan d'eau	Oui/Non		
Le respect des normes de débardage: Planification des pistes de débardage de manière à ce qu'elles soient le moins longues	Oui/Non		

possible en évitant les zones sensibles; les engins de débardage/débusquage ne créent pas d'ornières importantes		
Les dimensions des infrastructures (pistes primaires et secondaires, carrières, parcs à bois) sont réduites au minimum possible	Oui/Non	
L'impact des activités d'exploitation sur la biodiversité		
Aspects à contrôler	Constat	Observations
La gestion de la faune: existence des mesures internes relatives à la gestion de la faune (règlement intérieur, réglementation des accès à la concession, fermeture des routes secondaires, politique de sensibilisation et d'information etc)	Oui /Non	
L'impact des activités d'exploitation sur les eaux et les sols		
Aspects à contrôler	Constat	Observations
Obstruction des cours d'eau	Oui/Non	
L'existence des équipements de collecte des déchets non organiques, solides ou liquides (huiles usagées, carburants, pneus batteries, piles etc); les déchets sont stockés de manière sécurisée ou recyclés hors du site des opérations forestières	Oui/Non	
L'exploitation forestière ne touche pas les zones sensibles du relief (bas fonds, fortes pentes, bords de rivières)	Oui/Non	
Les droits et devoirs des travailleurs		
Aspects à contrôler	Constat	Observations
Le code du travail et autres textes y afférents (conventions collectives, règlement intérieur, notes de services, etc) sont respectés	Oui/Non	
Les conditions de travail sont conformes aux règles du code de travail et/ou aux prescriptions de l'OIT	Oui/Non	
Les salaires et avantages sociaux sont conformes aux règles nationales en vigueur	Oui/Non	
Des équipements de sécurité adaptés sont distribués et portés par les employés aux différents postes de travail	Oui/Non	

3.2.2 GRILLE DE CONTROLE D'UNE CFAD

La grille de contrôle d'une CFAD contenue dans le tableau 5 ci-dessous a été élaborée de la même manière que celle de la CPAET ci-dessus. Elle comprend également trois colonnes : "Documents à contrôler" pour l'étape administrative et "aspects à contrôler", "Constat" et "Observations" pour l'étape technique.

Tableau 5: Proposition de la grille de contrôle d'une CFAD

Contrôle d'une CFAD			
Etape administrative			
Documents à contrôler	Constat		Observations
Le Plan d'Aménagement	Disponible	Oui/Non	
	Validé	Oui/Non	Si le PA est validé, demander la lettre d'approbation; vérifier la conformité des Décrets et arrêtés des permis; vérifier les quittances de paiement des taxes; vérifier la conformité des cartes
	Déposé à l'administration	Oui/Non	Demander la lettre de transmission avec accusé de réception
Le rapport des études socio-économiques	Rapport approuvé	Oui/Non	Vérifier les dates auxquelles le rapport a été approuvé et les données numériques déposées
	Données numériques déposées	Oui/Non	
Le rapport des études de la biodiversité et de la faune	Rapport approuvé	Oui/Non	Vérifier les dates auxquelles le rapport a été approuvé et les données numériques déposées
	Données numériques déposées	Oui/Non	
Le rapport d'inventaire d'aménagement	Rapport approuvé	Oui/Non	Vérifier les dates auxquelles le rapport a été approuvé et les données numériques déposées
	Données numériques déposées	Oui/Non	
Le Plan de Gestion	Disponible	Oui/Non	
	Validé	Oui/Non	Si le PG est validé, demander la lettre d'approbation
	Déposé à l'administration	Oui/Non	Demander la lettre de transmission avec accusé de réception

Le Plan Annuel d'Opérations	Disponible	Oui/Non	
	Validé	Oui/Non	Si le PAO est validé, demander la lettre d'approbation
	Déposé à l'administration	Oui/Non	Demander la lettre de transmission avec accusé de réception
Le protocole d'inventaire d'exploitation	Protocole conforme aux exigences réglementaires	Oui/Non	
Le Procès Verbal d'ouverture des limites des AAC	Disponible	Oui/Non	
L'autorisation d'exploiter l'AAC délivrée par le responsable provincial des Eaux et Forêts	Disponible	Oui/Non	
Le cahier de clauses contractuelles entre l'exploitant et les populations riveraines	Disponible	Oui/Non	Vérifier que l'opérateur à signer un accord avec les populations riveraines
Le cahier des clauses particulières pour les zones tampons	Disponible	Oui/Non	Vérifier que l'opérateur à signer un accord avec l'ANPN pour pratiquer l'Exploitation à Faible Impact dans la zone tampon
Le Procès-verbal de validation de l'EIE pour les zones tampons	Disponible	Oui/Non	
	Validé	Oui/Non	
La fiche circuit	Oui/Non		
Etape technique			
Inventaire d'exploitation des AAC			
Aspects à contrôler	Constat		Observations
La carte de découpage des AAC	Disponible	Oui/Non	
	Conforme	Oui/Non	Vérifier que les AAC sont iso surface
L'existence des cordonnées des points de délimitation des AAC et du cheminement	Oui/Non		Vérifier sur le terrain la conformité des points de délimitation
Le positionnement des points de délimitation	Le respect du positionnement des points de départ des limites	Oui/Non	Vérification faite à l'aide de la boussole et/ou du GPS
	Le respect des azimuts	Oui/Non	
Le marquage des limites	Visible	Oui/Non	
La carte du dispositif d'inventaire d'exploitation	Disponible	Oui/Non	
	Conforme	Oui/Non	Vérifier que la longueur d'une parcelle de comptage n'excède pas 1 km
L'existence des cordonnées des points de délimitation des parcelles des AAC	Oui/Non		Vérifier sur le terrain la conformité des points de délimitation des parcelles
	Le respect du positionnement		

Le positionnement des points de départ des layons	des points de départ des layons et/ ou la distance entre 2 layons consécutifs est \pm de 250 m	Oui/Non	Vérification faite en relevant les points GPS
	Le respect des azimuts	Oui/Non	Vérification faite à l'aide de la boussole et/ou du GPS
Le chainage des layons	Le marquage correct des piquets	Oui/Non	vérifier les éléments suivants: numéro du point, nom du layon, numéro du piquet, numéro de la parcelle, la distance du point de départ
	La longueur réglementaire des parcelles	Oui/Non	Vérifier que la longueur des parcelles est de 1000 m avec une marge de \pm 25 m
	La conformité de la fiche de layonnage	Oui/Non	Topographie, hydrographie, voies de communication et formation végétale, mesure de pente
Le comptage des tiges	La conformité des noms pilotes, classe de diamètre et de qualité	Oui/Non	
	La présence des arbres oubliés et des arbres interdites à l'exploitation	Oui/Non	
	La conformité de la fiche de comptage	Oui/Non	Topographie, hydrographie, voies de communication et formation végétale
L'exploitation des AAC			
Cartographie et materialization			
Aspects à contrôler	Constat		Observations
La carte d'inventaire d'exploitation de l'AAC	Disponible	Oui/Non	
	Conforme	Oui/Non	
Les cartes des poches d'exploitation	Disponibles	Oui/Non	Vérifier que la planification provisoire des routes, des parcs, des arbres à refuser, des arbres d'avenir et /ou à protéger et les exploitables sont indiqués
La matérialisation des limites	Les limites naturelles à la peinture	Oui/Non	
	Les layons pour les autres limites	Oui/Non	
	La signalisation des limites au niveau des routes	Oui/Non	

	et pistes (pancartes, panneaux, etc)		
Les arbres à protéger (semenciers ou individus d'avenir) sont marqués de façon visible	Oui/Non		
Les zones de protection sont délimitées	Oui/Non		
L'exploitation forestière			
Aspects à contrôler	Constat		Observations
Le respect des Diamètres Minima d'Aménagement	Oui/Non		Cette opération peut se faire à l'œil nu et ce n'est que dans le cas de billes douteuses (billes dont le diamètre paraît voisin au diamètre d'exploitabilité) que l'on doit recourir au mesurage avec le mètre ou le double décimètre pour être édifié
Le respect des limites de l'AAC (les opérations d'exploitation forestière ne se déroulent que dans les limites de l'AAC)	Oui/Non		Relever les points GPS au niveau des souches d'arbres abattues, des pistes de débardage se trouvant à la limite de l'assiette de coupe et les positionner sur la carte officielle du permis.
Le respect des quotas et espèces objectifs	Oui/Non		Vérifier les types d'essences déclarés dans les carnets de chantiers ainsi que les essences des billes et souches sur le chantier; vérifier que le volume réellement exploité par essence correspond avec une marge de $\pm 20\%$ au volume prévu dans le PAO; vérifier que les essences déclassées ne sont pas exploitées
Le respect de l'ordre de passage dans les AAC	Oui/Non		Vérifier qu'il n'y a pas de "repasse" dans les AAC fermées à l'exploitation
Les carnets de chantiers des AAC	Bien rempli	Oui/Non	Vérifier que le carnet est rempli journalièrement (24 h maximum après abattage) qu'il est conforme au modèle réglementaire et qu'il contient toutes les informations
Les pistes de débardage sont marquées avant l'entrée des machines en forêt	Oui/Non		
Les billes et les souches sont marquées	Oui réglementaire / Non réglementaire		

L'impact des activités d'exploitation forestière sur l'environnement		
L'impact des activités d'exploitation sur la structure forestière		
Aspects à contrôler	Constat	Observations
Le respect des normes d'abattage: l'abattage est contrôlé et épargne autant que possible les arbres d'avenir	Oui/Non	
Le respect des normes de débardage: Planification des pistes de débardage de manière à ce qu'elles soient le moins longues possible en évitant les zones sensibles; les engins de débardage/débusquage ne créent pas d'ornières importantes	Oui/Non	
Les dimensions des infrastructures (pistes primaires et secondaires, carrières, parcs à bois) sont réduites au minimum possible	Oui/Non	
L'impact des activités d'exploitation sur la biodiversité		
Aspects à contrôler	Constat	Observations
La gestion de la faune: existence des mesures internes relatives à la gestion de la faune (règlement intérieur, réglementation des accès à la concession, fermeture des routes secondaires, politique de sensibilisation et d'information etc)	Oui /Non	
L'impact des activités d'exploitation sur les eaux et les sols		
Aspects à contrôler	Constat	Observations
Obstruction des cours d'eau	Oui/Non	
L'existence des équipements de collecte des déchets non organiques, solides ou liquides (huiles usagées, carburants, pneus batteries, piles etc); les déchets sont stockés de manière sécurisée ou recyclés hors du site des opérations forestières	Oui/Non	
L'exploitation forestière ne touche pas les zones sensibles du relief (bas fonds, fortes pentes, bords de rivières)	Oui/Non	
Construction des infrastructures		
Aspects à contrôler	Constat	Observations
Les installations industrielles, les bases-vie et les campements forestiers ne sont pas construit à moins d'un km d'une zone sensible	Oui/Non	

Les installations industrielles, les bases-vie et les campements forestiers ne sont pas construit dans la zone tampon	Oui/Non	
Les droits et devoirs des travailleurs ainsi que ceux des populations locales		
Aspects à contrôler	Constat	Observations
Le code du travail et autres textes y afférents (conventions collectives, règlement intérieur, notes de services, etc) sont respectés	Oui/Non	
Les conditions de travail sont conformes aux règles du code de travail et/ou aux prescriptions de l'OIT	Oui/Non	
Les salaires et avantages sociaux sont conformes aux règles nationales en vigueur	Oui/Non	
Des équipements de sécurité adaptés sont distribués et portés par les employés aux différents postes de travail	Oui/Non	
Le gestionnaire forestier œuvre pour que les populations locales riveraines des AAC reçoivent une partie des revenus générés par l'exploitation forestière	Oui/Non	
Les communautés habitant dans ou près de l'aire exploitée reçoivent de la part du concessionnaire des opportunités préférentielles en matière d'emploi, de formation ou d'autres services	Oui/Non	
Des structures sanitaires disposant d'un personnel soignant qualifié, résidant sur l'unité de gestion forestière existent et fonctionnent correctement	Oui/Non	
L'approvisionnement du dispensaire en médicament est assuré	Oui/Non	
L'état sanitaire des populations locales est amélioré grâce à la contribution des activités forestières	Oui/Non	

3.3 TEST DES GRILLES DE CONTROLE DES CPAET ET CFAD

3.3.1 TEST DE LA PARTIE ADMINISTRATIVE DES GRILLES

Le test consistait à vérifier l'existence et la conformité des documents administratifs. Il s'agissait comme nous l'avons vu plus haut, de cocher "oui" sur la grille de contrôle si le document était présent et cocher "non" sur la grille en cas d'absence du document.

Ce contrôle a révélé que les documents existants étaient conformes et que ceux inexistants tels que l'agrément professionnel et la fiche circuit se trouvaient au siège de la société à Libreville.

Les documents à fournir lors des contrôles dépendent de la spécificité de chaque entreprise. Ainsi, le cahier des clauses contractuelles, le cahier des clauses particulières et le Procès-verbal de l'Etude d'Impact Environnementale n'ont pas été fournis par la société FOREEX dont l'UFA et la CPAET ne sont pas à proximité d'un village ou d'un parc.

La présentation du Plan d'Aménagement validé par l'administration forestière, nous a amenés à ne plus contrôler les lettres d'approbation des rapports des études socio-économiques, études de la biodiversité et faune, le rapport d'inventaire d'aménagement et les lettres de transmission avec accusé de réception des données numériques car tous ces documents sont vérifiés lors de la validation du Plan d'Aménagement.

3.3.2 TEST DE LA PARTIE TECHNIQUE DES GRILLES

CFAD Saint-Germain

Le tableau présentant la possibilité des UFG contenu dans le Plan de Gestion ainsi que la carte de découpage des AAC nous ont permis de vérifier que les UFG de l'UFA Saint-Germain étaient équi-volume et que les AAC étaient iso surface.

Nous avons relevé les points GPS à l'intersection entre les limites de la CFAD et/ou de l'AAC 2012 et la route principale. Ces points, positionnés sur la carte, nous ont permis de vérifier si la limite passait au bon endroit. En procédant ainsi, nous nous sommes aperçus que FOREEX a ouvert non seulement les limites de la CFAD et de l'AAC 2012, mais qu'elle a ouvert également les limites entre les permis constituant la CFAD.

Les dispositions des articles 119 à 121 du Code Forestier font référence à l'ouverture et au marquage des limites de la CFAD et de l'AAC et non à l'ouverture des limites entre deux permis de la CFAD. Nous avons recommandé au responsable de FOREEX de ne plus ouvrir les limites entre permis, mais d'ouvrir et d'entretenir uniquement les limites de la CFAD.

Les figures 6 et 7 ci-dessous montrent la limite entre le Permis Industriel (PI) 26/97 et le PI 14/01/1.



Source: photo stage, 2014

Figure 6 : Panneau signalant la limite entre deux PI



Source: photo stage, 2014

Figure 7 : limite ouverte entre deux PI

Nous avons vérifié également le chainage des layons. Ce volet du contrôle nous a permis de constater que le marquage des piquets (numéro du point, nom du layon, numéro du piquet, numéro de la parcelle, la distance du point de départ) était conforme et que la longueur des parcelles était conforme au protocole d'inventaire d'exploitation de la société (3000 m pour le cas de FOREEX).



Source : photo stage, 2014

Figure 8 : vérification de la conformité du marquage des piquets d'un layon

Au niveau des parcs et des pistes de débardage, nous avons constaté que le sigle « FRX » désignant la société FOREEX ne figurait pas sur les faces des billes et sur les souches et que les arbres à protéger n'étaient pas marqués.

Les figures 9 et 10 ci-dessous montrent respectivement les marques sur la bille au niveau du parc à bois et un arbre à protéger (Ozigo) non marqué.



Source: photo stage, 2014

Figure 9 : marque sur la face de la bille



Source: photo stage, 2014

Figure 10 : arbre à protéger non marqué

La figure 9 de la page précédente montre que sur la face de la bille il y a les références de l'UFG et de l'AAC et non celle de la CFAD.

Afin de vérifier que l'entreprise respecte les Diamètre Minima d'Aménagement (DMA) et les essences objectifs prévus au PA, nous avons demandé au chef de chantier de nous fournir la liste des DMA et celle des essences objectifs.

La comparaison de la liste des DMA et celle des DME, nous a permis de constater que l'entreprise utilisait la liste des DME et non celle des DMA. Cette confusion des listes pourrait avoir des conséquences sur la reconstitution de certaines essences, dont le DMA a été remonté de quelques centimètres, telle que le Kossipo dont le DME est de 90 cm et le DMA contenu dans le PAO de l'AAC1-UFG1 2013-2014 est de 110 cm.

S'agissant de l'impact des activités d'exploitation forestière sur l'environnement, nous avons pu constater que l'entreprise:

- Respecte les normes d'abattage en pratiquant l'abattage contrôlé ;
- Respecte les normes EFIR en faisant des pistes des débardages ;
- Dispose d'un règlement intérieur interdisant la chasse dans la CFAD et le transport de la viande de brousse dans les véhicules de l'entreprise ;
- Sensibilise le personnel par rapport à la gestion de la faune.

Les figures 11 et 12 de la page suivante montrent respectivement un arbre abattu suite à un abattage contrôlé et le tableau d'affichage de la société. Sur la première image, nous voyons un arbre abattu suite à un abattage contrôlé ; cet abattage n'est malheureusement pas bien effectué car l'égobelage des contreforts, l'entaille de direction et la charnière n'étaient pas bien fait. La deuxième image est un tableau sur lequel nous avons pu voir le règlement intérieur de la société, les notes de service et les notes de sensibilisation sur la gestion de la faune dans la CFAD.



Source: photo stage, 2014

Figure 11: arbre abattu suite à un abattage contrôlé



Source: photo stage, 2014

Figure 12 : Tableau d'affichage

Au niveau de la base vie, nous avons eu un entretien avec un agent qui s'occupe des questions liées à la gestion des déchets. Ce dernier nous a présenté les procédures de gestion des déchets au sein de la CFAD et nous a fait visiter les différents endroits de stockage de déchets.



Source : photo stage, 2014

Figure 13 : zone de stockage des déchets

Nous avons visité l'éconamat et l'infirmerie de la base vie. Les entretiens avec le responsable de l'éconamat et celui de l'infirmerie et le constat fait sur place ont confirmé que les deux structures sont régulièrement ravitaillées.



Source: photo stage, 2014
Figure 14 : L'économat de FOREX



Source: photo stage, 2014
Figure 15: salle d'observation de l'infirmerie de FOREX

CPAET FOREX-OKANO/TCBG

Nous avons relevé les points GPS à l'intersection entre la route et les limites des AAC provisoires 2012, 2013 et 2014. Nous avons positionné les coordonnées de ces différents points sur la carte pour se rassurer que les limites passaient au bon endroit.

Nous avons également vérifié les marques des limites sur les layons

Les figures 16 et 17 ci-dessous montrent la limite de l'AAC provisoire ainsi que les marques de la limite sur un layon.



Source: photo stage, 2014
Figure 16 : limite de l'AAC provisoire 2012



Source: photo stage, 2014
Figure 17 : marque sur un layon

Les remarques concernant l'exploitation forestière et les conséquences de l'exploitation forestière sur l'environnement sont les mêmes que celles que nous avons évoquées dans la partie de la CFAD.

3.3.3 AMENDEMENT DES GRILLES

La mission à FOREEX nous a permis de nous rendre compte que les colonnes « aspects à contrôler » et « constats » n'étaient pas facile à interpréter sur le terrain.

Ainsi, pour faire en sorte que les grilles soient plus pratiques, nous avons modifié leur architecture en nous inspirant du modèle du guide du contrôleur forestier adapté à la stratégie nationale de contrôle forestier et faunique, grilles de légalités de l'APV-FLEGT du Cameroun.

Les nouvelles grilles contenues dans les tableaux 6 et 7 des pages suivantes contiennent désormais quatre colonnes au lieu de trois. La colonne « documents à contrôler » et « aspects à contrôler » a été transformée en colonne « indicateurs », la colonne « constats » a été scindée en deux colonnes : « vérificateurs » et « constats » ; la colonne « observations » qui servait non seulement à marquer les observations faites sur le terrain, mais aussi à expliciter certains aspects à contrôler a été conservée uniquement pour écrire les observations faites sur le terrain.

Outre ces modifications, nous avons estimé que le contrôle des rapports des études socio-économiques, études de la biodiversité et faune et rapport d'inventaire d'aménagement, lors du contrôle de la CFAD, ne concernait que les entreprises dont le Plan d'Aménagement était en cours d'examen. Ce constat nous a amenés à reformuler cet indicateur dans la grille de contrôle de la CFAD en l'écrivant désormais : « L'entreprise dispose des rapports des études socio-économiques, études de la biodiversité et faune et rapport d'inventaire d'aménagement pour le PA en cours d'examen ».

Les éléments suivants de deux grilles ont été également modifiés :

- Le vérificateur « le volume réellement exploité par essence correspond avec une marge de $\pm 20\%$ au volume prévu dans le PAO » de l'indicateur « l'entreprise respecte le nombre de tiges prévu dans le PAO » a été complètement supprimé et

s'écrit désormais : « Le nombre des essences réellement exploitées correspond aux effectifs exploitables prévus dans le PAO ».

- Le vérificateur « les pistes de débardage et débusquage » de l'indicateur « les arbres à protéger (semenciers ou individus d'avenir) sont marqués de façon visible » a été complètement modifié et s'écrit maintenant : « Les semenciers sont bien identifiables le long des routes, des pistes de débardage et sur les parcs ».
- Le vérificateur « la liste des DMA » de l'indicateur « l'entreprise respecte les DMA prévus au PA » s'écrit désormais : « Toutes les personnes concernées, présentes sur le terrain, sont en possession de la liste des DMA ». Il en est de même pour la liste des essences objectifs.
- L'indicateur « les salaires et avantages sociaux sont conformes aux règles nationales en vigueur » a été supprimé, car nous avons pensé que cet aspect pourrait être contrôlé par les agents du Ministère du travail.

Toutes ces modifications nous ont permis d'avoir les grilles amendées contenues dans les tableaux 6 et 7 des pages suivantes.

Tableau 6 : grille de contrôle d'une CPAET

Société :

Nom de la CPAET :

Date et lieu :

Représentant de l'administration forestière :

Représentant de la société :

Contrôle d'une CPAET					
Etape administrative					
Indicateurs	Vérificateurs	Constant		References réglementaires et normatives	Observations
L'entreprise a une existence juridique et agréée à l'activité d'exploitant forestier	La fiche circuit	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 102 et 103 du code forestier	
	L'agrément professionnel	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'entreprise dispose d'une Convention Provisoire d'Aménagement Exploitation Transformation (CPAET)	La convention provisoire signée par le Ministre en charge des Forêts	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 27 Décret 689	
	Les Décrets et les arrêtés des permis (vérifier si les Décrets et les arrêtés sont conformes)	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'entreprise a déposé le protocole d'inventaire d'aménagement (vérifier que le concessionnaire a déposé le	La lettre de transmission avec accusé de réception	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 17 Décret 689	
		Non <input type="checkbox"/>			

protocole au près de l'administration forestière 6 mois à partir de la date de signature de la CPAET)				
Le protocole d'inventaire d'aménagement est validé	La lettre d'approbation du protocole	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
L'entreprise a ouvert les limites des AAC provisoires	Le Procès Verbal d'ouverture des limites	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 28 Décret 689
L'entreprise a déposé le rapport des études socio-économiques (vérifier que le concessionnaire a déposé le rapport au près de l'administration forestière 18 mois à partir de la date de signature de la CPAET)	La lettre de transmission avec accusé de réception	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
L'entreprise a déposé les données numériques des études socio-économiques	La lettre de transmission avec accusé de réception	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
L'entreprise dispose d'un rapport des études socio-économiques validé	La lettre d'approbation du rapport	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
L'entreprise a déposé le rapport des études de la biodiversité et de la faune (vérifier que le	La lettre de transmission avec accusé de réception	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	

concessionnaire a déposé le rapport au près de l'administration forestière 30 mois à partir de la date de signature de la CPAET)		Non <input type="checkbox"/>		
L'entreprise a déposé les données numériques des études de la biodiversité et de la faune	La lettre de transmission avec accusé de réception	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
L'entreprise dispose d'un rapport des études de la biodiversité et de la faune validé	La lettre d'approbation du rapport	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
L'entreprise a déposé le rapport des études d'inventaire d'aménagement (vérifier que le concessionnaire a déposé le rapport au près de l'administration forestière 30 mois à partir de la date de signature de la CPAET)	La lettre de transmission avec accusé de réception	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 17 Décret 689
L'entreprise a déposé les données numériques des études d'inventaire d'aménagement	La lettre de transmission avec accusé de réception	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 17 Décret 689
L'entreprise dispose d'un rapport des études d'inventaire d'aménagement validé	La lettre d'approbation du rapport	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	

L'entreprise dispose d'un PAO	La lettre de transmission avec accusé de réception du PAO	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'entreprise est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales	Les quittances de paiement des taxes et redevances	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
Etape technique					
Inventaire d'aménagement					
Indicateurs	Vérificateurs	Constant		References réglementaires et normatives	Observations
L'entreprise respecte le positionnement des layons	Les tableaux des coordonnées des points de départ des layons sont fournis par l'entreprise	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 119, 120 et 121 Code Forestier	
	Le marquage des piquets (numéro du point, nom du layon)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Les azimuts	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Le marquage des piquets (numéro ou nom de la zone sur le ruban, le numéro du layon, le numéro du piquet, le numéro de la placette, la distance du point de départ)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		

L'entreprise respecte le chainage des layons	La longueur des placettes (200 m avec une marge de ± 25 m pour le protocole de l'administration ; la longueur des placettes est conforme à celle indiquée dans le protocole de l'entreprise)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	La matérialisation des sous placettes (Les sous-placettes doivent être à chaque début de placette sur une distance de 25 x 4 m (0,01ha))	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
Le comptage des tiges se fait selon les dispositions réglementaires	Les noms pilotes	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	La classe de diamètre et de qualité	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Les arbres interdits à l'exploitation	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>			
	Les arbres oubliés	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>			
	La fiche de comptage (topographie, hydrographie, voies de communication, formation végétale)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
Inventaire d'exploitation des AAC provisoires					

Indicateurs	Vérificateurs	Constant		References réglementaires et normatives	Observations
L'entreprise respecte le 1/10 ^{ème} de la superficie de la CPAET	La carte de découpage des AAC provisoires	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Art 28 Décret 689	
L'entreprise respecte la délimitation et le marquage des limites des AAC provisoires	Les tableaux des cordonnées des points de délimitation des AAC provisoires et du cheminement sont fournis par l'entreprise	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
	Les points de départ des limites	Oui <input type="checkbox"/>	Bien positionnés <input type="checkbox"/> Mal positionnés <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
	Les azimuts	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
	Les marques	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme et visible <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'entreprise respecte la longueur d'une parcelle de comptage (moins d'un km)	L'entreprise présente physiquement la carte du dispositif d'inventaire d'exploitation	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'entreprise respecte la	Les tableaux des cordonnées	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		

délimitation des parcelles des AAC provisoires	des points de délimitation des parcelles des AAC provisoires sont fournis par l'entreprise	Non <input type="checkbox"/>		
L'entreprise respecte le positionnement des points de départ des layons et / ou la distance entre deux layons consécutifs	Les points de départ des layons (distance entre deux layons consécutifs est \pm de 250 m)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Les azimuts	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'entreprise respecte le chainage des layons	Le marquage des piquets (numéro du point, nom du layon, numéro du piquet, numéro de la parcelle, la distance du point de départ)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	La longueur des parcelles contenues dans le protocole d'inventaire d'exploitation	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Fiche de layonnage (topographie, voies de communication, formation végétale, mesure de pente)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Les noms pilotes	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	La classe de diamètre et de qualité	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		

Le comptage des tiges se fait selon les dispositions réglementaires	Les arbres interdits à l'exploitation	Oui <input type="checkbox"/>		
		Non <input type="checkbox"/>		
	Les arbres oubliés	Oui <input type="checkbox"/>		
		Non <input type="checkbox"/>		
La fiche de comptage (topographie, hydrographie, voies de communication, formation végétale)		Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/>	
			Non conforme <input type="checkbox"/>	
		Non <input type="checkbox"/>		
L'exploitation des AAC provisoires				
Cartographie et materialization				
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
L'entreprise planifie l'exploitation des AAC (routes, pistes, parcs, arbres à refuser, arbres d'avenir et / ou à protéger)	L'entreprise présente physiquement la carte d'inventaire d'exploitation des AAC provisoires	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/>	
		Non <input type="checkbox"/>	Non conforme <input type="checkbox"/>	
	L'entreprise présente physiquement les cartes des poches d'exploitation	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/>	
		Non <input type="checkbox"/>	Non conforme <input type="checkbox"/>	
Les limites de l'AAC ouverte à l'exploitation sont matérialisées	Les layons de délimitation	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/>	
		Non <input type="checkbox"/>	Non conforme <input type="checkbox"/>	
	Le marquage des arbres le long des cours d'eau	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/>	
			Non conforme <input type="checkbox"/>	

		Non <input type="checkbox"/>		
	Les pancartes et panneaux le long de la limite et aux points d'intersection avec les routes principales et secondaires	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
Les arbres à protéger (semenciers ou individus d'avenir) sont marqués de façon visible	Les semenciers sont bien identifiables le long des routes, des pistes de débardage et sur les parcs	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'exploitation forestière				
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
L'entreprise forestière respecte les Diamètres Minimum d'Exploitableté	Toutes les personnes concernées, présentes sur le terrain, sont en possession de la liste des DME	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Les opérations d'exploitation forestière ne se déroulent que dans les limites des AAC provisoires	Les points GPS des souches d'arbres abattues se trouvant à la limite des AAC provisoires	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'entreprise respecte le nombre des tiges prévu dans le PAO provisoire	Le nombre des essences réellement exploitées correspond aux effectifs exploitables prévus dans le PAO provisoire	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Les carnets de chantiers des	Les carnets de chantiers (signature du responsable local	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		

AAC provisoires sont remplis	des Eaux et Forêts, dates, toutes les informations sur la bille)	Non <input type="checkbox"/>		
Les billes et les souches sont numérotées et marquées	Les numéros et les marques sur les billes et les souches	Oui <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'impact des activités d'exploitation forestière sur l'environnement				
L'impact des activités d'exploitation sur la structure forestière				
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
L'entreprise respecte les normes d'abattage	L'entreprise pratique l'abattage contrôlé	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Les pistes primaires et secondaires, pistes de débardage, carrières, parcs à bois respectent les règles EFIR	Les pistes primaires et secondaires, pistes de débardage, carrières, parcs à bois sont conformes	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'impact des activités d'exploitation sur la biodiversité				
Indicateur	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
	Règlement intérieur	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
	Note de service précisant l'interdiction du braconnage et du transport de viande de brousse	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
	Note de service précisant	Oui <input type="checkbox"/>		

L'entreprise a pris des dispositions nécessaires pour gérer la faune et la biodiversité	l'accès à la concession	Non <input type="checkbox"/>		
	Le Procès-verbal de la réunion d'information et de sensibilisation	Oui <input type="checkbox"/> Conformé <input type="checkbox"/>		
		Non <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Le plan d'approvisionnement alimentaire	Oui <input type="checkbox"/>		
		Non <input type="checkbox"/>		
Les routes secondaires (après l'exploitation de l'AAC)	Oui <input type="checkbox"/> Fermées <input type="checkbox"/>			
	Non <input type="checkbox"/> Ouvertes <input type="checkbox"/>			
L'impact des activités d'exploitation sur les eaux et les sols				
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
La construction des buses et ponts respectent les règles EFIR	Les cours d'eau circulent normalement	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'entreprise a pris des dispositions nécessaires pour gérer les déchets non organiques, solides ou liquides (huiles usagées, carburants, pneus batteries, piles etc)	Les équipements de collecte et de stockage / recyclage des déchets existent	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
	Les procédures existent et sont mis en application	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'exploitation forestière ne touche pas les zones sensibles	Pas de pistes de débardage au-delà des pentes de 45%, des bas	Oui <input type="checkbox"/>		

du relief	fonds et de bord de rivière	Non <input type="checkbox"/>		
Construction des infrastructures				
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
Les installations industrielles, les bases-vie et les campements forestiers ne sont pas construits à moins d'un km d'une zone sensible	La distance entre la zone sensible et les installations industrielles les bases vie et les campements forestiers est supérieur à 1Km	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Les installations industrielles, les bases-vie et les campements forestiers ne sont pas construits dans la zone tampon	Il n'existe pas des installations dans la zone tampon	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Les droits et devoirs des travailleurs ainsi que ceux des populations riveraines des AAC provisoires				
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
L'entreprise respecte ses obligations en rapport avec le droit du travail	Le code du travail (conditions de travail sont conformes aux règles du code de travail et / ou prescriptions de l'OIT)	Oui <input type="checkbox"/> Respecté <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pas respecté <input type="checkbox"/>		
	La Convention Collective	Oui <input type="checkbox"/> Respectée <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pas respectée <input type="checkbox"/>		
L'entreprise distribue des équipements de sécurité aux employés	Chaque travailleur est détenteur d'un Equipements de Protection Individuelle (EPI) adéquat	Oui <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		

Le gestionnaire forestier œuvre pour que les populations locales riveraines des AAC provisoires reçoivent une partie des revenus générés par l'exploitation forestière	Les Procès Verbaux de réalisation des œuvres sociales	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'entreprise respecte les droits d'usage des populations aux ressources de la forêt	Les droits d'usage des populations aux ressources de la forêt sont respectés	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>			

Tableau 7: grille de contrôle d'une CFAD

Société :

Nom UFA / CFAD :

N° UFG :

N° AAC :

Date et lieu :

Représentant de l'administration forestière :

Représentant de la société :

Contrôle d'une CFAD						
Etape administrative						
Indicateurs	Vérificateurs	Constant		References réglementaires et normatives	Observations	
L'entreprise a une existence juridique et agréée à l'activité d'exploitant forestier	La fiche circuit	Oui	<input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 102 et 103 du code forestier	
		Non	<input type="checkbox"/>			
	L'agrément professionnel	Oui	<input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 102 et 103 du code forestier	
		Non	<input type="checkbox"/>			
L'entreprise dispose d'un Plan d'Aménagement	La lettre d'approbation du Plan d'Aménagement	Oui	<input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 43 Décret 689	
		Non	<input type="checkbox"/>			
	La lettre de transmission avec			Conforme <input type="checkbox"/>		

	accusé de réception pour le Plan d'Aménagement en cours d'analyse	Oui <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
	Les Décrets et les arrêtés des permis	Oui <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'entreprise dispose des rapports des études socio-économiques, études de la biodiversité et faune et rapport d'inventaire d'aménagement pour le PA en cours d'examen	La lettre d'approbation des rapports	Oui <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	La lettre de transmission avec accusé de réception des données numériques	Oui <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'entreprise dispose d'un Plan de Gestion et d'un Plan Annuel d'Opérations	La lettre d'approbation du PG et du PAO par l'administration forestière	Oui <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 50 Décret 689 Art 45 code forestier Art 56 Décret 689	
	La lettre de transmission avec accusé de réception du PG	Oui <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'entreprise a réalisé les inventaires d'exploitation selon les exigences réglementaires	Le protocole d'inventaire d'exploitation	Oui <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'entreprise a ouvert les limites de l'AAC et dispose d'un document réglementaire pour	Le Procès Verbal d'ouverture des limites	Oui <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 28 Décret 689	
		Conforme <input type="checkbox"/>		

son exploitation	L'autorisation d'exploiter l'AAC délivrée par le responsable provincial des Eaux et Forêts	Oui <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'entreprise dispose des documents relatifs aux engagements vis-à-vis des populations locales et les gestionnaires des zones tampons	Le cahier des clauses contractuelles	Oui <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Art 39 Code Forestier Art 47 Décret 689	
	Le cahier des clauses particulières	Oui <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Arrêté 118 concernant les zones tampons	
	Le Procès Verbal de validation de l'EIE pour les zones tampons	Oui <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'entreprise est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales	Les quittances de paiement des taxes et redevances	Oui <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Etape technique				
Inventaire d'exploitation des AAC				
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
Les AAC sont iso surface	La carte de découpage des AAC	Oui <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
	Les tableaux des coordonnées des points de délimitation des	Oui <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		

L'entreprise respecte la délimitation et le marquage des limites des AAC	AAC et du Cheminement sont fournis par l'entreprise	Non <input type="checkbox"/>		
	Les points de départ des limites	Oui <input type="checkbox"/>	Bien positionnés <input type="checkbox"/> Mal positionnés <input type="checkbox"/>	Art 119, 120 et 121 Code Forestier
		Non <input type="checkbox"/>		
		Non <input type="checkbox"/>		
Les azimuts	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Non <input type="checkbox"/>			
L'entreprise respecte la largeur d'une parcelle de comptage (ne doit pas excéder 250 m)	La carte du dispositif d'inventaire d'exploitation	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
		Non <input type="checkbox"/>		
		Non <input type="checkbox"/>		
		Non <input type="checkbox"/>		
L'entreprise respecte la délimitation des parcelles de l'AAC	Les tableaux des coordonnées des points de délimitation des parcelles de l'AAC sont fournis par l'entreprise	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
		Non <input type="checkbox"/>		
		Non <input type="checkbox"/>		
		Non <input type="checkbox"/>		
L'entreprise respecte le positionnement des points de départ des layons et / ou la distance entre deux layons consécutifs	Les points de départ des layons (distance entre deux layons consécutifs est \pm de 250 m)	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
		Non <input type="checkbox"/>		
		Non <input type="checkbox"/>		
		Non <input type="checkbox"/>		
	Les azimuts	Oui <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	
		Non <input type="checkbox"/>		
		Non <input type="checkbox"/>		
		Non <input type="checkbox"/>		

L'entreprise respecte le chainage des layons	Le marquage des piquets (numéro du point, nom du layon, numéro du piquet, numéro de la parcelle, la distance du point de départ)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	La longueur des parcelles contenues dans le protocole d'inventaire d'exploitation	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Fiche de layonnage (topographie, voies de communication, formation végétale, mesure de pente)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
Le comptage des tiges se fait selon les dispositions réglementaires	Les noms pilotes	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	La classe de diamètre et de qualité	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Les arbres interdits à l'exploitation	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>			
	Les arbres oubliés	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>			
	La fiche de comptage (topographie, hydrographie, voies de communication, formation	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		

	végétale)			
L'exploitation des AAC				
Cartographie et materialization				
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
La carte d'inventaire d'exploitation de l'AAC	L'entreprise présente physiquement la carte d'inventaire d'exploitation de l'AAC	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 57 Décret 689	
L'entreprise planifie l'exploitation des AAC (routes, pistes, parcs, arbres à refuser, arbres d'avenir et / ou à protéger)	Les cartes des poches d'exploitation	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 58 Décret 689	
Les limites de l'AAC ouverte à l'exploitation sont matérialisées	Les layons de délimitation	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Le marquage des arbres le long des cours d'eau	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Les pancartes et panneaux le long de la limite et aux points d'intersection avec les routes principales et secondaires	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
Les arbres à protéger (semenciers ou individus d'avenir) sont marqués de façon	Les semenciers sont bien identifiables le long des routes,	Oui <input type="checkbox"/>		

visible	des pistes de débardage et sur les parcs	Non <input type="checkbox"/>		
Les zones de protection sont délimitées	Les layons de délimitation	Oui <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'exploitation forestière				
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
L'entreprise forestière respecte les Diamètres Minima d'Aménagement prévus au PA	Toutes les personnes concernées, présentes sur le terrain, sont en possession de la liste des DMA	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Art 38 Décret 689	
Les opérations d'exploitation forestière ne se déroulent que dans les limites de l'AAC	Les points GPS des souches d'arbres abattues se trouvant à la limite de l'AAC	Oui <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'entreprise respecte le nombre des tiges prévu dans le PAO	Le nombre des essences réellement exploitées correspond aux effectifs exploitables	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Art 59 Décret 689	
L'entreprise respecte les essences objectifs prévues dans le PA	Toutes les personnes concernées, présentes sur le terrain, sont en possession de la liste des essences objectifs	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		

L'entreprise transmet un récapitulatif global et par essence, pour l'année écoulée, des volumes exploités, des volumes commercialisés sous forme de grumes et des volumes livrés aux unités de transformation locales pour chacune des AAC ouvertes à l'exploitation	La lettre de transmission avec accusé de réception	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 137 Code Forestier Art 63 Décret 689	
L'entreprise transmet, à la fermeture de l'AAC, un état cumulé des volumes exploités sur l'assiette annuelle de coupe ainsi que l'écart observé entre le volume global exploité et la possibilité annuelle d'aménagement	La lettre de transmission avec accusé de réception	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>	Art 137 Code Forestier Art 63 Décret 689	
L'entreprise respecte l'ordre de passage dans les AAC	Les AAC sont exploitées selon l'ordre établi dans le Plan de Gestion	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>			
Les carnets de chantiers des AAC sont remplis	Carnets de chantiers (signature du responsable local des Eaux et Forêts, dates, toutes les informations sur la bille)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
Les billes et les souches sont numérotées et marquées	Les numéros et les marques sur les billes et les souches	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
L'impact des activités d'exploitation forestière sur l'environnement					

L'impact des activités d'exploitation sur la structure forestière				
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
L'entreprise respecte les normes d'abattage	L'entreprise pratique l'abattage contrôlé	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Les pistes primaires et secondaires, pistes de débardage, carrières, parcs à bois respectent les règles EFIR	Les pistes primaires et secondaires, pistes de débardage, carrières, parcs à bois sont conformes	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Art 42 Décret 689	
L'impact des activités d'exploitation sur la biodiversité				
Indicateur	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
L'entreprise a pris des dispositions nécessaires pour gérer la faune et la biodiversité	Règlement intérieur	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Art 44 Décret 689	
	Note de service précisant l'interdiction du braconnage et du transport de viande de brousse	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
	Note de service précisant l'accès à la concession	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
	Le Procès-verbal de la réunion d'information et de sensibilisation	Oui <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Le plan d'approvisionnement alimentaire	Oui <input type="checkbox"/>		

		Non <input type="checkbox"/>		
	Les routes secondaires (après l'exploitation de l'AAC)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Fermées <input type="checkbox"/> Ouvertes <input type="checkbox"/>	
L'impact des activités d'exploitation sur les eaux et les sols				
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
La construction des buses et ponts respectent les règles EFIR	Les cours d'eau circulent normalement	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'entreprise a pris des dispositions nécessaires pour gérer les déchets non organiques, solides ou liquides (huiles usagées, carburants, pneus batteries, piles etc)	Les équipements de collecte et de stockage / recyclage des déchets existent	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Art 36 code de l'environnement	
	Les procédures existent et sont mis en application	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'exploitation forestière ne touche pas les zones sensibles du relief	Pas de pistes de débardage au-delà des pentes de 45% , des bas fonds et de bord de rivière	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Construction des infrastructures				
Indicateurs	Vérificateurs	Constant	References réglementaires et normatives	Observations
Les installations industrielles, les bases-vie et les campements forestiers ne sont pas construit à	La distance entre la zone sensible et les installations industrielles	Oui <input type="checkbox"/>		

moins d'un km d'une zone sensible	les bases vie et les campements forestiers est supérieur à 1Km	Non <input type="checkbox"/>		
Les installations industrielles, les bases-vie et les campements forestiers ne sont pas construit dans la zone tampon	Il n'existe pas des installations dans la zone tampon	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Les droits et devoirs des travailleurs ainsi que ceux des populations locales				
Indicateurs	Vérificateurs	Constant		Observations
L'entreprise respecte ses obligations en rapport avec le droit du travail	Le code du travail (conditions de travail sont conformes aux règles du code de travail et / ou prescriptions de l'OIT)	Respecté <input type="checkbox"/> Pas respecté <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
	La Convention Collective	Respectée <input type="checkbox"/> Pas respectée <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'entreprise distribue des équipements de sécurité aux employés	Chaque travailleur est détenteur d'un Equipements de Protection Individuelle (EPI) adéquat	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Le gestionnaire forestier œuvre pour que les populations locales riveraines des AAC reçoivent une partie des revenus générés par l'exploitation forestière	Les Procès Verbaux de réalisation des œuvres sociales	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Les communautés habitant dans ou près de l'aire exploitée reçoivent de la part du concessionnaire des opportunités préférentielles en	Les Procès Verbaux de réalisation des œuvres sociales	Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
	Existence d'une procédure de			

matière d'emploi, de formation ou d'autres services	recrutement au profit des populations locales	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'entreprise respecte les droits d'usage des populations aux ressources de la forêt	Les droits d'usage des populations aux ressources de la forêt sont respectés	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
L'entreprise a une structure sanitaire sur l'unité de gestion	La présence d'un bâtiment abritant la structure sanitaire	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		
	Le personnel soignant	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Qualifié <input type="checkbox"/> Non qualifié <input type="checkbox"/>		
L'approvisionnement du dispensaire en médicament est assuré	Le plan d'approvisionnement sanitaire	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Régulier <input type="checkbox"/> Non régulier <input type="checkbox"/>		
L'état sanitaire des populations locales est amélioré grâce à la contribution des activités forestières	Les Procès Verbaux de réalisation des œuvres sociales	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme <input type="checkbox"/>		

4 LIMITES DE L'ETUDE ET RECOMMANDATIONS

4.1 LIMITES DE L'ETUDE

Notre étude sur la contribution à l'élaboration d'un référentiel de contrôle de l'aménagement forestier a connu des limites liées :

- Au moyen financier de la structure d'accueil ;
- A la disponibilité des exploitants forestiers à nous accueillir ;
- Au temps nécessaire pour effectuer les missions de terrain.

Les moyens financiers de la structure d'accueil ont constitué le véritable frein à notre étude.

Ce problème nous a amenés à constater que malgré la bonne volonté de l'équipe dirigeante du projet, aucune réunion relative à l'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier avec les différents acteurs n'a eu lieu durant la période allant du lancement officiel du CAF le vendredi 26 mars 2014 à la fin de notre stage le 2 septembre de la même année.

Outre l'absence des réunions avec les partenaires durant cette période, le CAF n'a pas pu recruter l'Assistant Technique sensé piloter l'élaboration de ce référentiel.

Ainsi, il était difficile pour nous, de décrire et de critiquer la méthodologie d'élaboration de ce référentiel.

La disponibilité des exploitants forestiers, auprès de qui nous aurions dû tester les projets des grilles de contrôle, a constitué également une limite à notre étude.

Nous avons sollicité des missions de terrain auprès de quelques exploitants forestiers situés dans les provinces de l'Estuaire et du Moyen Ogooué, mais malheureusement il n'y a qu'un seul exploitant forestier qui a répondu favorablement à notre requête.

Ainsi, nous avons seulement fait le test dans une CPAET et dans une CFAD appartenant au même opérateur économique alors que notre souhait était de tester la grille de la CPAET dans une CPAET de 3 ans, une de 2 ans et une de 1 an pour pouvoir l'adapter aux trois contextes ; en suite tester celle de la CFAD dans une CFAD certifiée FSC et dans une CFAD

non certifiée pour pouvoir l'adapter aux deux situations ; en fin, tester celle de la Forêt Communautaire dans deux Forêts Communautaires pour les raisons évoquées précédemment.

Le temps de se rendre sur le terrain a constitué aussi une limite à notre étude dans la mesure où nous nous sommes rendus sur le terrain les jours précédents la fin de notre stage.

4.2 RECOMMANDATIONS

Afin de mettre en place un référentiel de contrôle de l'aménagement forestier adapté au Gabon, il serait souhaitable que le CAF :

- Réexamine les propositions faites par les quelques acteurs que nous avons pu rencontrer dans le cadre de cette étude, car nous estimons que ces idées pourraient servir non seulement pour le contrôle de l'aménagement forestier, mais également pour le bon fonctionnement du Projet ;
- Teste la grille de contrôle d'une CFAD dans les concessions certifiées FSC et dans celles non certifiées afin non seulement de comparer la mise en œuvre des plans d'aménagement dans les deux types de concessions, mais surtout d'adapter la grille aux deux situations ;
- Teste la grille de contrôle d'une Forêt Communautaire qui n'a malheureusement pas été testée pendant notre stage

En ce qui concerne la fréquence de contrôle et le type de contrôle, nous suggérons que le CAF programme des missions d'au moins trois jours dont deux jours de contrôle en forêt et un jour de contrôle sur le site de la société et que le premier contrôle soit programmé et le second inopiné.

Nous suggérons également que lors du premier contrôle, le CAF adresse une correspondance au responsable de la société pour lui annoncer la tenue de la mission programmée et qu'il joigne à la lettre, la liste de tous les documents nécessaires à la mission.

En fin, nous proposons deux kits au CAF, le kit du contrôleur et celui du matériel.

Le kit du contrôleur sera constitué de :

- Le Code Forestier ;
- Le GTNAF ;

- Le guide de la FAO sur l'EFIR ;
- Les guides du PAPPFG (guide de l'abattage contrôlé, guide des opérations de débusquage et débardage, guide technique d'élaboration des plans annuels d'opérations, guide technique d'élaboration des plans de gestion) ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code du Travail ;
- La convention collective
- Les règles de l'OIT.

Le kit du matériel sera composé de :

- Le GPS ;
- La boussole ;
- Le clisimètre ;
- Le compas forestier ;
- Le double décamètre ;
- L'appareil photo avec pile ;
- La machette ;
- La torche avec pile ;

CONCLUSION

Cette étude a permis entre autres d'identifier les partenaires à associer à l'élaboration de ce référentiel, de définir le champ d'application du référentiel et/ou du CAF et de proposer les grilles de contrôle des CPAET, des CFAD ainsi que celle des Forêts Communautaires.

Les points de vu recueillis auprès des personnes ressources préalablement identifiées révèlent que l'administration forestière, les exploitants forestiers et/ou les syndicats des exploitants forestiers, les populations locales, les ONG et les bureaux d'études participeront à l'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier.

Ce travail auquel ces derniers prendront part, se fera sous la forme d'un atelier de quelques jours ou sous la forme des réunions hebdomadaires.

Ces mêmes personnes estiment que le CAF interviendra spécifiquement dans le contrôle des CPAET, celui des CFAD et celui des Forêts Communautaires.

Cette étude révèle également que le CAF pourra contrôler les zones hors aménagement et les zones tampons. Pour le contrôle des zones tampons, il travaillera en synergie avec l'ANPN qui s'occupe de la gestion de ces zones proches des aires protégées.

Les grilles de contrôle proposées, contiennent toutes une étape administrative au cours de laquelle les agents vérifieront les documents administratifs et une étape technique destinée à vérifier l'applicabilité des dispositions réglementaires.

Les grilles de contrôle de CPAET et de CFAD ont été testées dans l'UFA Saint-Germain et la CPAET FOREEX-OKANO/TCBG appartenant à la société FOREEX ; celle de la Forêt Communautaire n'a malheureusement pas été testée.

Ces grilles et les autres propositions serviront à l'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier.

Pour que ce référentiel, outil indispensable au contrôle de la mise en œuvre des plans d'aménagement forestiers, ne soit pas un référentiel de plus et stimule plutôt les exploitants forestiers à respecter leurs engagements, il serait souhaitable que le CAF et le Ministère de

tutelle organisent un séminaire de formation et de vulgarisation de cet outil à l'intention des agents des eaux et forêts affectés dans les Directions Provinciales et les Cantonnements.

Cette formation permettra à ces derniers de s'approprier le référentiel et de l'appliquer dans le cadre de leurs missions.

BIBLIOGRAPHIE

AFD, 2013. *Plus de moyens pour contrôler l'exploitation forestière au Gabon*. Gabon.afd. Disponible sur Internet: file:///C:/Users/Andr%C3%A9/Desktop/Projet_stage_CAF/Doc_CAF/Gabon.htm [Consulté le 25/03/2014].

Barette M., 1992. Contrôles politiques et juridiques de l'administration. In: Morin G. (Éd.), *Introduction à l'administration publique: une approche politique*. Quebec, pp. 220-249.

Beauquin A., Vermeulen C., Julve C., Doucet J.L., 2012. Forêts communautaires et Plan d'action FLEGT. *La lettre de l'ATIBT*, (34), pp. 34-37.

Bureau Veritas, 2009. *Référentiel de gestion forestière adapté pour le Gabon*. Libreville, FSC, 31 p.

Cassagne B., Bonneau O., Delvingt W., Borie J.M., Forni E., Doucet J.L., Bayol N., Demarquez B., Pelissier C., 2007. *Etude sur le plan pratique d'Aménagement des Forêts Naturelles de Production Tropicales Africaines, Application au cas de l'Afrique Centrale*. Paris, ATIBT, 138 p.

Combessie J.C., 2007. *La méthode en sociologie*. Paris, Editions la découverte, 124 p. Repères sociologie.

Corbier-Barthaux C., 2014. *Forces et faiblesses des plans d'aménagement forestiers dans le bassin du Congo*. Proparco. Disponible sur Internet: http://www.proparco.fr/jahia/webdav/site/proparco/shared/PORTAILS/Secteur_prive_developpement/PDF/SPD14/SPD_14_FR_AFD.pdf [Consulté le 25/03/2014].

Corbier-Barthaux C., Oktar S., Pousse F., Pousse E., Gasana J., Samyn J.M., 2012. *Secteur forestier dans les pays du Bassin du Congo: 20 ans d'interventions de l'AFD*. Paris, Agence Française de Développement (AFD), 184 p.

DIAF, 2009. *Guide opérationnel, Canevas de Fiche de Fermeture de l'Assiette Annuelle de Coupe*. Kinshasa, MECNT, 12 p.

Drouineau S., Nasi R., Legault F., Cazet M., 1999. L'aménagement forestier au Gabon. Historique, bilan, perspectives. *FORAFRI*, (19), pp. 8-20.

Fesler J.W., 1980. *Public Administration, Theory and Practice*. New Jersey, Prentice Hall, 416 p.

FOREX, PAPPFG, 2013. *Plan Annuel d'Opérations de l'AAC 2012_UFG1*. Libreville, MEF, 133 p.

FOREX, PAPPFG, 2011. *Plan d'Aménagement UFA Saint-Germain, 2011-2036*. Libreville, MEF, 33 p.

FSC, 2014. *FSC-STD-01-001 V5-0 D5-0 FR Principes et Critères de Gestion forestière FSC*. fsc. Disponible sur Internet: <http://www.fsc.be/uploads/documenten/overfscfm/fscpcv5fr.pdf> [Consulté le 01/04/2014].

GNT-Gabon, DGEF, DIARF, 2004. *Principes critères indicateurs de gestion durable des forêts gabonaises*. Libreville, MEFEPEPN, 27 p.

- Koumba Zaou, 2013. *Gouvernance et gestion forestière au Gabon*. Kinshasa, MEF, 5P. [présenté le 5/07/2013]
- MAE, MEDDE, MAA, FFEM, 2012. *Forêts tropicales : point d'étape et nouveaux défis. Quelles orientations pour les acteurs français*. Paris, MAE, 192 p.
- Makak J. sylvestre, Mertens B., 2007. *Atlas forestier interactif du Gabon*. Libreville, WRI, 56 p.
- MEF, 2013. *Actualisation des cartes d'occupation des sols des entités géoréférencées administrées par le Ministère des Eaux et Forêts: Etat des lieux des données géographiques et juridiques*. Libreville, MEF, 49 p.
- MEFEPEPN, 2004a. *Décret n° 689/PR/MEFEPEPN, définissant les normes techniques d'aménagement et de gestion durable des forêts domaniales productives enregistrées*.
- MEFEPEPN, 2004b. *Décret n°001028/PR/MEFEPEPN, fixant les conditions de création des forêts communautaires*.
- Ministère des Eaux et Forêts, 2013. *Guide Technique National d'Aménagement Forestier*. Libreville, MEF, 72 p.
- Observateur Indépendant, Agreco, Ministère de la Forêt et de la Faune du Cameroun, 2012. *Guide du contrôleur forestier adapté à la stratégie nationale des contrôles forestier et faunique et aux exigences des grilles de légalité APV-FLEGT*. Yaoundé, MFF, 172 p.
- ONF International, SOFRECO, 2012. *Note de Présentation du Projet Contrôle de l'Aménagement Forestier (CAF)*. Libreville, MEF, 165 p.
- PAPPFG, 2011. *Aménagement intégral des forêts de production : un challenge pour le Gabon*. Libreville, MEF, 55 p.
- PAPPFG, 2013. *Guide technique d'élaboration des plans annuels d'opérations*. Libreville, Projet d'Aménagement des Petits Permis Forestiers Gabonais, 46 p.
- PAPPFG, 2014. *Missions*. PAPPFG. Disponible sur Internet:
http://PAPPFG.org/index.php?option=com_content&view=article&id=36&Itemid=2
 [Consulté le 25/03/2014].
- Patenaude-Levaseur C., 2010. *Etude comparative: les mécanismes publics de contrôle d'aménagement forestier et les audits de certification forestière au Québec*. Mémoire pour l'obtention du grade de maître ès science dans le cadre du programme de maîtrise en sciences forestières, Faculté des Etudes Supérieures de l'Université Laval, Québec, 109 p.
- REM, 2011. *Eléments proposés pour un manuel de procédures du contrôle forestier*. Kinshasa, OI-FLEG, 31 p.
- République Gabonaise, 2001. *Loi 016/01 Portant Code Forestier en République Gabonaise*.
- SPIAF, 2007. *Guide opérationnel, Canevas d'élaboration du Plan Annuel d'exploitation forestière*. Kinshasa, MECNT, 8 p.

Liste des sigles et acronymes

AAC : Assiette Annuelle de Coupe

AEAFFB : Agence d'Exécution des Activités de la Filière Forêt Bois

AFD : Agence Française de Développement

ANPN : Agence Nationale des Parcs Nationaux

APV : Accord de Partenariat Volontaire

CAF : Contrôle de l'Aménagement Forestier

CENAREST : Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique

CFAD : Concession Forestière sous Aménagement Durable

CIRAD : Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

CITES : Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction

CPAET : Convention Provisoire d'Aménagement Exploitation Transformation

CURFOD : Centre Universitaire de Recherche et d'action en Foresterie

sociale et Développement Durable

DACEFI : Développement d'Alternatives Communautaires à l'Exploitation Forestière Illégale

DDF : Direction du Développement des Forêt

DFC : Direction des Forêts Communautaires

DGF : Direction Générale des Forêts

DGFAP : Direction Générale de la Faune et des Aires Protégées

DGI : Direction Générale des Impôts

DIAF : Direction des Inventaires et des Aménagements Forestiers

DMA : Diamètre Minimum d'Aménagement

DME : Diamètre Minimum d'Exploitabilité

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FC : Forêt Communautaire

FLEGT : Forest Law enforcement, Governance and Trade

FRM: Forest Resources Management

FSC: Forest Stewardship Council

GTNAF : Guide Technique National d'Aménagement Forestier

MAE : Ministère des Affaires Etrangères

MEF : Ministère des Eaux et Forêts

MINFOF : Ministère des Forêts et de la Faune

OAB : Organisation Africaine des Bois

OIBT : Organisation Internationale des Bois Tropicaux

OIT : Organisation Internationale du Travail

ONF : Office Nationale des Forêts

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PA : Plan d'Aménagement

PAO : Plan Annuel d'Opérations

PAPPGF : Projet d'Aménagement des Petits Permis Forestiers Gabonais

PCI : Principes Critères et Indicateurs

PSG : Plan Simple de Gestion

RDC : République Démocratique du Congo

SIAG : Syndicat des Industriels et Aménagiste Gabonais

SPIAF : Service Permanent d'Inventaire et d'Aménagement Forestiers

TEREA : Terre Environnement Aménagement

UFG : Unité Forestière de Gestion

UFIAG : Union Forestière et Industrielle Asiatique du Gabon

UFIGA : Union des Forestiers Industriels du Gabon et Aménagistes

WCS : Wild life Conservation Society

WWF : Fonds Mondial pour la Nature

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : LOCALISATION DU GABON.....	20
FIGURE 2 : ZONES D'EXPLOITATION FORESTIERES ET POINTS DE SORTIE DES FLUX DE BOIS. .	21
FIGURE 3 : DIFFERENTES ZONES D'INTERVENTION DU CAF DANS LE TERRITOIRE FORESTIER DE L'IVINDO	26
FIGURE 4 : LOCALISATION DE L'UFA SAINT-GERMAIN ET DE L'AAC 2012	30
FIGURE 5 : LOCALISATION DES PERMIS DE LA CPAET FOREEX-OKANO/TCBG	31
FIGURE 6 : PANNEAU SIGNALANT LA LIMITE ENTRE DEUX PI	
FIGURE 7 : LIMITE OUVERTE ENTRE DEUX PI.....	56
FIGURE 8 : VERIFICATION DE LA CONFORMITE DU MARQUAGE DES PIQUETS D'UN LAYON.....	57
FIGURE 9 : MARQUE SUR LA FACE DE LA BILLE	
FIGURE 10 : ARBRE A PROTEGER NON MARQUE.....	57
FIGURE 11: ARBRE ABATTU SUITE A UN ABATTAGE CONTROLE	
FIGURE 12 : TABLEAU D'AFFICHAGE	59
FIGURE 13 : ZONE DE STOCKAGE DES DECHETS.....	59
FIGURE 14 : L'ECONOMAT DE FOREX	
FIGURE 15: SALLE D'OBSERVATION DE L'INFIRMERIE DE FOREX.....	60
FIGURE 16 : LIMITE DE L'AAC PROVISOIRE 2012	
FIGURE 17 : MARQUE SUR UN LAYON	60

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1: SITUATION DE L'AMENAGEMENT FORESTIER EN SEPTEMBRE 2013 AU GABON 17

**GRAPHIQUE 2: POINTS DE VUE DES PERSONNES INTERVIEWEES PAR RAPPORT AUX
ACTEURS DEVANT PARTICIPER A L'ELABORATION DU REFERENTIEL 35**

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : ACTEURS ET PERSONNES INTERVIEWEES	24
TABLEAU 2 : PRINCIPALES PROPOSITIONS FAITES PAR LES 12 PERSONNES INTERVIEWEES.....	38
TABLEAU 3: LA GRILLE DE CONTROLE D'UNE FORET COMMUNAUTAIRE	41
TABLEAU 4: LA GRILLE DE CONTROLE D'UNE CPAET	44
TABLEAU 5: PROPOSITION DE LA GRILLE DE CONTROLE D'UNE CFAD	49
TABLEAU 6 : GRILLE DE CONTROLE D'UNE CPAET	63
TABLEAU 7: GRILLE DE CONTROLE D'UNE CFAD	76

ANNEXES

Annexe 1 : Guide d'entretien exploitants forestiers/syndicats

1/ Le champ d'intervention du CAF selon les secteurs: Forêt, Faune et aires protégées, Industries et Ecosystèmes Aquatiques, est le suivant :

Secteur Forêt:

- Les CPAET;
- Les CFAD ;
- Les Forêts communautaires ;
- Les zones hors aménagement ;
- La traçabilité des produits forestiers.

Secteur Faune et aires protégées :

- Les zones tampons autour des aires protégées.

Secteur Industries :

- Contrôle de la chaîne de traçabilité proposée en interne par l'Industriel dans les Plans d'Industrialisation ;

Secteur Ecosystèmes aquatiques :

- Gestion des réseaux hydriques au sein des concessions forestières (notamment les séries de conservation ou protection) ;
- Système de reporting des indicateurs de qualité dans les référentiels prés établis.

Quelle est votre perception de ce champ d'intervention?

2/ L'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier nécessite que d'autres acteurs comme les exploitants forestiers soient associés au CAF. Quels sont, selon vous, les autres acteurs qui pourront apporter un appui au CAF pour élaborer ce référentiel ?

3/ Au niveau du projet CAF, il est prévu que ce référentiel s'applique au CFAD, au CPAET et aux Forêts communautaires. Selon vous, ce référentiel pourrait-il être élargi à d'autres parties du domaine forestier ? Si oui lesquelles ?

4/ Qu'est ce que le projet CAF vous inspire ?

5/ Quelle est votre vision du contrôle de l'aménagement forestier au Gabon ?

6/ Avez-vous des règles internes de contrôle de l'aménagement forestier au sein de l'entreprise ?

7/ Sur le plan interne, quels sont les domaines que vous contrôlez au sein de votre CFAD ?

8/ Quelle est la fréquence de contrôle interne de votre CFAD ?

9/ Quelle est la fréquence de contrôle de votre CFAD par l'administration forestière ?

Annexe 2 : Guide d'entretien les responsables de l'administration forestière

1/ Le champ d'intervention du CAF selon les secteurs: Forêt, Faune et aires protégées, Industries et Ecosystèmes Aquatiques, est le suivant :

Secteur Forêt:

- Les CPAET ;
- Les CFAD ;
- Les Forêts communautaires ;
- Les zones hors aménagement ;
- La traçabilité des produits forestiers.

Secteur Faune et aires protégées :

- Les zones tampons autour des aires protégées.

Secteur Industries :

- Contrôle de la chaîne de traçabilité proposée en interne par l'Industriel dans les Plans d'Industrialisation ;

Secteur Ecosystèmes aquatiques :

- Gestion des réseaux hydriques au sein des concessions forestières (notamment les séries de conservation ou protection) ;
- Système de reporting des indicateurs de qualité dans les référentiels prés établis.

Quelle est votre perception de ce champ d'intervention?

2/ L'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier nécessite que d'autres acteurs soient associés au CAF. Quels sont, selon vous, les autres acteurs qui pourront apporter un appui au CAF pour élaborer ce référentiel ?

3/ Au niveau du projet CAF, il est prévu que ce référentiel s'applique au CFAD, au CPAET et aux Forêts communautaires. Selon vous, ce référentiel pourrait-il être élargi à d'autres parties du domaine forestier ? Si oui lesquelles ?

4/ Qu'est ce que le projet CAF vous inspire ?

5/ Quelle est votre vision du contrôle de l'aménagement forestier au Gabon ?

6/ Pensez que les agents ont le matériel requis pour pouvoir effectuer les missions de contrôle ?

8/ Quelle est la fréquence de contrôle qui vous paraît pertinente ?

Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées

Nom et Prénom	Statut	Adresse mail
Quentin Meunier	Coordinateur du projet DACEFI-2 (WWF)	meunierquentin@hotmail.com
Abitsi Gaspard	Responsable WCS Gabon	gabitsi@wcs.org
Koumba Zaou Paul	Directeur Général des Forêts	zaoupaul@yahoo.fr
Lendoye Guy Fleuri	Directeur Général Adjoint 2 Direction des Industries du Bois	
Ntoutoume Charles	Directeur des Forêts Communautaires	
Mbina Christian	Directeur Technique ANPN	cmbina@parcsgabon.ga
Wilde Rosny	Juriste, Assistant de Coordination Conservation et Justice	rosny@conservation-justice.org
LUO Pierre	Secrétaire Général de l'UFIAG	Shengyu_pierre@hotmail.com
Dirou Sophie	Directeur Forêt TEREA	S.dirou@terea.net
Chambrier Franck	Secrétaire Général du SIAG, DG IBNG	Ibngabon1@yahoo.fr
Nganda Brice	Responsable WWF Gabon	
Mossu Gérard	Secrétaire Général de l'UFIGA	

Annexe 4 : Idées approuvées par les 12 personnes rencontrées

Groupe d'acteurs	Administration forestière	Agence Nationale des Parcs Nationaux	ONG	Bureaux d'Etudes	Syndicats des forestiers	Total des X
Idées approuvées						
Contrôle des CPAET	XXX	X	XXXX	X	XXX	12
Contrôle des CFAD	XXX	X	XXXX	X	XXX	12
Contrôle des FC	XXX	X	XXXX	X	XXX	12
Contrôle des Zones hors aménagement	X		X	X	X	4
Contrôle de la traçabilité des produits forestiers	XXX			X	X	5
Contrôle des zones tampons autour des aires protégées	XX	X	XXX	X	XX	9
Contrôle de la gestion des réseaux hydriques dans les concessions forestières	X		X	X	X	4

Contrôle de la chaîne de traçabilité proposée en interne par l'industriel dans les plans d'industrialisation						0
Contrôle du système de reporting des indicateurs de qualité dans les référentiels prés établis						0
Faire participer les exploitants forestiers et /ou les syndicats des forestiers à l'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier	XXX	X	XXXX	X	XXX	12
Faire participer les bureaux d'études (aménagement et études socio-économiques) à l'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier	XXX	X	XXXX	X	XXX	12
Faire participer les ONG à l'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier	XXX	X	XXXX	X	XXX	12
Faire participer les représentants de l'administration forestière (DG, DGFAP, DGE, AEAFB, ANPN) à l'élaboration du référentiel de contrôle de l'aménagement forestier	XXX	X	XXXX	X	XXX	12

Annexe 5 : FICHE TECHNIQUE DE CONTROLE DES TRAVAUX D'INVENTAIRES FORESTIERS

Inventaires Forestiers	Critères d'évaluation (niveaux)		Observations
I.Etapes administratives	Impératif	Négociable	
Présentation de la Concession Forestière sous Aménagement Durable existante ou en projet	O/N		
Présentation du milieu naturel (climat, végétation, relief, hydrographie, population...)		O/N	
Protocole d'inventaire	O/N		
Dispositif d'inventaire (plan de sondage)	O/N		
Cartographie sous SIG du plan de sondage ou dispositif d'inventaire	O/N		
Composition et nombre d'équipes d'inventaires (layonnage + comptage)		O/N	
Calendrier d'exécution des travaux		O/N	

II. Inventaire d'exploration			
Autorisation d'exploration délivrée par l'Administration Forestière	O/N		
Stratification réalisée	O/N		
Description des outils cartographiques et de télédétection utilisés pour la stratification	O/N		
Conformité avec le protocole établi par l'opérateur et validé par l'Administration			
Choix des zones d'inventaire	O/N		
Nombre de placettes par zone	O/N		
Taille des placettes	O/N		
Comptage des tiges, avec pour chaque essence : <ul style="list-style-type: none"> - Nom pilote et code essence - Classe de diamètre (\geq DME) - Classe de qualité 	O/N		

II. Inventaires d'aménagement	Critères d'évaluation		
	Impératif	Négociable	
Conformité avec le protocole établi par l'opérateur et validé par l'Administration	O/N		
<i>Conformité avec le plan de sondage</i>			
Points de départ des layons de comptage matérialisés	O/N		
Contrôle des travaux en cours d'exécution			
Taille des placettes	O/N		
<ul style="list-style-type: none"> - Longueur (m) - Largeur (m) 			
Comptage des tiges (diamètre ≥ 20 cm) avec pour chaque essence :	O/N		
<ul style="list-style-type: none"> - Nom pilote et code essence - Classe de diamètre - Classe de qualité 			
Comptage des gaulis ($10 \leq$ diamètre < 20 cm)			
Relevés topographiques, hydrographiques, voies de communication, types forestiers réalisés			
Inventaires de la biodiversité réalisés :			
<ul style="list-style-type: none"> - Végétation (tiges de diamètre < 10 cm des principales essences exploitables) - PFNL (abondance) - Faune (équipe spéciale munie d'un protocole d'inventaire approprié) 			



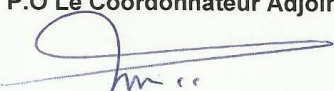
Contrôle à posteriori (Cf GTN : Vérification des inventaires)			
Erreur sur la taille des placettes	X		
Erreur sur les noms	X		
Erreur sur les classes de diamètre	X		
Erreur sur les effectifs	X		

IV. Inventaires d'exploitation			
Conformité avec le protocole établi par l'opérateur et validé par l'Administration			
Distance entre 2 layons consécutifs délimitant une bande ≤ 250 m	O/N		
Taille des placettes <ul style="list-style-type: none"> - Longueur (m) - Largeur (m) 	O/N		
Positionnement des extrémités des layons principaux au GPS			
Fiche de layonnage avec relevés : <ul style="list-style-type: none"> - Topographiques - Hydrographiques - Voies de communication - Formations végétales 	O/N		

Mesure des pentes au clisimètre	O/N		
Largeur des layons ≥ 1 m	O/N		
Comptage des tiges, avec pour chaque arbre inventorié : <ul style="list-style-type: none"> - Nom pilote et code essence - Classe de diamètre - Classe de qualité. 	O/N		

Source: Direction des Inventaires, des Aménagements et de la Régénération des Forêts, 2004

Annexe 6 : Ordre de mission

<p>MINISTERE DE LA FORET, DE L'ENVIRONNEMENT, ET DE LA PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES</p> <p>-----</p> <p>SECRETARIAT GENERAL</p> <p>-----</p> <p>DIRECTION GENERALE DES FORÊTS</p> <p>-----</p> <p>CONTRÔLE DE L'AMENAGEMENT FORESTIER</p> <p>B.P. 12 278 Standard & Fax : (+241) 01 44 25 83 Mail : caf gabon@gmail.com Libreville - GABON</p>	 
<p>N° : <u>000034</u> MFEPRN/SG/DGF/CAF</p>	
<p>ORDRE DE MISSION N°01/2014</p>	
<p>Objet de la mission : Test des grilles de contrôle de CPAET et CFAD</p>	
<p>Lieu de la mission : Mitzic (Ets FOREEX)</p>	
<p>Chef de mission : Monsieur Richard GARRIGUE</p>	
<p>Itinéraire : Libreville/ Mitzic/Libreville</p>	
<p>Moyen de transport : Véhicule Toyota Land cruiser Prado CG 808-AA</p>	
<p>Durée de la mission : 3 jours</p>	
<p>Période : du 25 août au 27 août 2014</p>	
<p>Délégation composée de :</p>	
<p>Monsieur Richard GARRIGUE : Maître de stage Monsieur Mathias NSOME NGUEMA : Agent PAPFPF Monsieur André MBONGO MPASSI : Stagiaire CAF</p>	
<p>Les frais logistiques relatifs à cette mission sont à la charge du Projet Contrôle de l'Aménagement Forestier (CAF). En foi de quoi le présent ordre de mission est établi pour servir et valoir ce que de droit.</p>	
<p>Fait à Libreville, le 21 août 2014</p>	
<p>P. Le Coordonnateur P.O Le Coordonnateur Adjoint</p> 	
<p>Serge Hugues MOUIDY BOUNGUENDZY</p>	
